



L'intervention sociale dans une perspective de genre

Colloque, Bobigny-Paris, 19 et 20 mai 2016

Résumés des communications en ateliers et des conférences ¹

¹ Résumés classés suivant le déroulement du programme. Les références bibliographiques ici retranscrites n'ont pas fait l'objet d'une harmonisation et peuvent donc varier dans leur forme selon les auteur.e.s

RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS (ATELIERS) 5

Jeudi 19 mai, ateliers de 15h15 à 16h45 5

Atelier n°1 Vies à la rue et itinérances..... 5

La recherche-action participative pour une praxis féministe intersectionnelle. Retour sur le Projet dauphine réalisé avec des jeunes femmes de la rue..... 5

Singularisation, différenciation : ce que soulève la (non)mixité dans l'intervention sociale auprès des sans-abri..... 6

Une approche féministe «exemplaire» dans une ressource pour femmes en situation d'itinérance (SDF)..... 7

Atelier n°2 Professionnel.le.s de l'animation et champ des loisirs..... 8

Prévention de la délinquance : du côté des petites filles bien sages ; l'influence des stéréotypes sexuels sur les représentations sociales de la délinquance chez les professionnel.le.s de l'animation pourrait-elle, en partie, expliquer la faible participation des filles aux actions de prévention ?..... 8

Loisirs et socialisation de genre : le jeu des représentations et des pratiques des animateurs, des enfants et adolescents..... 9

Sport : outil éducatif ou instrument de la domination masculine ?..... 10

Atelier n°3 Lutter contre les violences faites aux femmes..... 11

La posture et la démarche d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences ou les paradoxes du "faire avec" 11

Réflexions sur l'intervention en maison d'hébergement du Québec auprès de femmes immigrantes victimes de violence conjugale : les points de vue des intervenantes..... 12

Femme, migrante, mère ou victime des violences conjugales ? La construction d'un nouveau groupe à risque pour la protection de l'enfance 13

Atelier n°4 Violences sexuelles, santé sexuelle 14

Une recherche-action féministe multipartenariale : par, pour et avec des survivantes d'exploitation sexuelle 14

Contre l'exploitation sexuelle : la formation de formatrices dans une optique de co-construction des connaissances..... 15

L'usage des services en santé sexuelle chez les jeunes filles de la rue à Montréal : quelle expérience font-elles des interventions sociales en matière de sexualité ?..... 17

Vendredi 20 mai, ateliers de 10h30 à 12h00 18

Atelier n°1 Politiques sociales 18

Réaménagement des frontières entre privé, public et communautaire: quels espaces politiques pour les femmes des milieux communautaires ?18

Le modèle du « travailleur adulte » dans l'application des politiques sociales de l'emploi19

Les non-recours: un défi genré pour l'intervention sociale. Perspectives de recherche à partir du cas des familles20

Atelier n°2 Violences faites aux femmes 22

L'importance des facteurs sociaux et structurels dans la recherche et l'intervention en violence conjugale : entre réaffirmation et transformation22

Le maintien de la plainte ou sa substitution par l'article 810 dans le traitement judiciaire de la violence conjugale.....23

Atelier n°3 Petite enfance..... 25

« La troupe des artistes en route vers l'égalité » : Tisser l'égalité en crèche25

« Vous ne pouvez pas comprendre, vous n'avez pas d'enfants ! » ou l'injonction maternaliste dans la formation des Educateur.trice.s de Jeunes Enfants.....26

Egalicrèche : quand professionnel.le.s, chercheur.e.s et militant.e.s œuvrent ensemble pour la promotion d'un changement de pratiques professionnelles27

Atelier n°4 Savoirs, formation et intervention sociale..... 28

Genre et intervention sociale : les enjeux du croisement des savoirs.....28

Enjeux et effets de la prise en compte du genre dans la formation des professionnelles de la petite enfance : regards croisés de la psychologie et de la sociologie29

La transmission des savoirs et des contenus relatifs aux rapports de genre en travail social : l'intention, l'attention, les tensions30

Intervenant.e.s sociaux et parents d'enfants autistes au Québec : Partage et négociation des savoirs31

Vendredi 20 mai, ateliers de 14h00 à 15h30 32

Atelier n°1 Intersectionnalité 32

La recherche action médiation comme pratique intersectionnelle.....32

La recherche par et pour les femmes autochtones : un projet partenarial à l'intersection d'enjeux coloniaux et de genre33

Approche féministe et perspective intersectionnelle : une occasion de questionner les pratiques en travail social ?34

L'intervention sociale partenariale et les perspectives intersectionnelle et narrative : un métissage porteur de pratiques novatrices35

Atelier n°2	Travailleurs et travailleuses sociales	37
	Un « escalator de verre » dès la formation ? Représentations, discours et pratiques autour des étudiants hommes assistants de service social.....	37
	Féminisme et début de la professionnalisation du travail social	38
	L'usage des techniques de développement personnel par les professionnel.le.s du travail social	38
	L'éducateur est-il une éducatrice comme les autres ?	39
Atelier n°3	Publics et interventions sociales	41
	« Rééduquer » des délinquantes à la « féminité » ? Analyse des assignations genrées réciproques entre professionnel.le.s et jeunes filles accueillies en centre éducatif fermé	41
	Les pratiques du témoignage public par des communautés sexuelles : évolution et défis d'une stratégie d'intervention féministe renouvelée.....	42
	Analyse du discours sur l'«hypersexualisation » en travail social au Québec : quels enjeux pour l'intervention sociale dans une perspective de genre?	43

RÉSUMÉS DES CONFÉRENCES

Jeudi 19 mai	44	
	Genre et intervention sociale, des pratiques et des savoirs éminemment politiques.....	44
	Quelle autonomie pour les femmes dans les dispositifs de travail social ?	44
	La famille « dégenrée » : l'impossible défi du travail social ?.....	45
	La recherche partenariale sous le prisme de la co-construction des connaissances : le défi de l'heure.....	45
	Care, genre et intervention sociale. L'exemple de l'animation socioculturelle.....	46
Vendredi 20 mai.....	46	
	Action sociale et féminisme : Cécile Brunshvicg (1877-1946), une des fondatrices de l'ETSUP.....	46

RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS (ATELIERS)

Jeudi 19 mai, ateliers de 15h15 à 16h45

Atelier n°1 Vies à la rue et itinérances

La recherche-action participative pour une praxis féministe intersectionnelle. Retour sur le Projet dauphine réalisé avec des jeunes femmes de la rue

FLYNN Catherine, professeure remplaçante, École de service social, Université d'Ottawa, membre du CRI- VIFF, cflyn2@uottawa.ca

DAMANT Dominique, professeure associée, École de service social, Université de Montréal

LAPIERRE Simon, professeur agrégé, École de service social, Université d'Ottawa

LESSARD Geneviève, professeure titulaire, École de service social, Université Laval, membre du CRI- VIFF genevieve.Lessard@svs.ulaval.ca

Résumé de la communication :

Alors que l'intersectionnalité est devenue un véritable buzzword dans le champ des études féministes (Davies, 2008 : p.67), plusieurs questionnements persistent quant à son utilisation afin de valoriser la parole des femmes marginalisées et de l'inclure dans les pratiques sociales. Cette communication présente un modeste effort afin de traduire le féminisme intersectionnelle en praxis, par l'intermédiaire d'une recherche-action participative (RAP). Cette recherche a été réalisée du printemps 2013 à l'été 2014 avec un groupe de sept jeunes femmes de la rue de la région de Québec, autour du thème de la violence structurelle.

Cette communication présente la démarche de recherche-action expérimentée et la façon avec laquelle elle a mobilisée les jeunes femmes de la rue vers un changement social. Elle met principalement deux actions sociales axées sur les arts et les médias expérimentés dans le cadre de ce projet. Ces actions ont permis la dénonciation de différentes violences expérimentées par les participantes, traversées par des rapports de pouvoir inégaux liés au genre, à la classe sociale, à l'âge, aux préférences sexuelles et à l'identité de genre. Ces actions ont également permis d'engager un dialogue avec les principaux acteurs concernés par les violences touchant les jeunes femmes de la rue.

Cette présentation apparaît pertinente pour l'axe 1 du colloque considérant qu'elle présente des savoirs produits de façon imbriquée en mettant en lien les principales actrices concernées, soit les jeunes elles-mêmes et une chercheure. Elle met également en lien la démarche de recherche expérimentée avec les principes de base de l'intervention féministe. Enfin, elle illustre comment cette méthodologie et le recours aux arts et aux médias permettent un élargissement de la portée de l'intervention féministe en permettant la prise de parole des femmes marginalisées.

Singularisation, différenciation : ce que soulève la (non)mixité dans l'intervention sociale auprès des sans-abri

MARCILLAT Audrey, doctorante sociologie, EHESS –Iris, audrey.marcillat@gmail.com

MAURIN Marine, doctorante sociologie, Université Jean Monnet, Centre Max Weber, marinemaurin@hotmail.fr

Résumé de la communication :

Cette communication est le fruit de la collaboration entre deux jeunes chercheuses s'intéressant toutes deux, dans le cadre de leur thèse en cours, au sans-abrisme. Si nos terrains de recherche sont inscrits dans des espaces géographiques et institutionnels distincts, nos recherches au sein de structures intervenant auprès des personnes sans-abri permettent un éclairage sur les modalités d'accueil des sans-abri ainsi qu'une comparaison des pratiques de l'intervention.

Marine Maurin a ethnographié différents dispositifs d'accueil et d'hébergement, en France et au Québec, qui s'adressent de manière privilégiée aux femmes sans abri, et analyse conjointement le monde de l'assistance et les possibilités d'agir de ces femmes. De son côté, Audrey Marcillat a mené des recherches qualitatives dans des centres d'hébergement et de réinsertion sociale franciliens ainsi qu'une « participation observante » au Samu social de Paris, qui interrogent notamment les prises en charge à l'aune des approches féministes. En nous appuyant sur les éléments empiriques récoltés au cours de nos enquêtes, nous souhaitons ainsi contribuer dans ce colloque à une réflexion commune sur les pratiques des professionnel.le.s auprès des personnes sans abri et les modes de sexualisation de l'intervention sociale (Bessin, 2009) au sein des institutions. Nous souhaitons ajouter, en guise de préambule, que nous sommes toutes deux animées par des questionnements éthiques forts et sensibles aux connaissances situées.

Plusieurs questions émergent à l'appui de nos observations et terrains d'enquête multisitués (Marcus, 2010) : Quelles pratiques se déploient au sein des dispositifs enquêtés ? Et comment celles-ci peuvent-elles être appréhendées à partir des rapports sociaux de sexe sans reproduire éternellement le constat de biais sexués dans l'intervention sociale, ou précisément sans en évacuer les dynamiques internes à l'échelle des structures ? Un angle, commun à nos analyses, nous semble saisir des dynamiques concrètes et situationnelles : celui de la (non)mixité des dispositifs. En effet, nous pouvons nous demander de quelle manière la mixité ou non mixité des lieux est-elle co-construite pas les actrices et acteurs de terrain ? Mais aussi, que peut-on dire de la perception de cet enjeu par les équipes et usager et usagères de ces dispositifs ? Afin de répondre à ces questionnements, en croisant nos regards et nos matériaux, deux axes de réflexion seront privilégiés. Un premier axe aura pour objet les formes d'organisation des présences, et coprésences, notamment à partir de leurs dimensions temporelle et spatiale. Celles-ci apparaîtront tant dans les agencements qu'elles produisent – tels la création d'une intimité, d'une « chambre à soi » (Woolf, 2001) pour les femmes ou encore par des cloisonnements sexués des espaces, que dans les formes d'adaptation, de transgression ou de résistance (Goffman, 1968) qui émergent en réaction à ces organisations. Dans un second temps, nous tenterons de dessiner les enjeux qui traversent les pratiques professionnelles autour de la (non)mixité, en les faisant dialoguer avec les approches féministes, partagées entre des tendances différentialistes ou universalistes (Bereni, Chauvin et al. 2008). Seront ainsi mises au jour les différentes tensions qui surgissent lorsque l'on cherche à se saisir de la construction sociale de la (non)mixité, et de la diversité de pratiques qu'elle recouvre. Des pratiques qui apparaissent comme des arbitrages, notamment entre singularisation (Martuccelli, 2010) et différenciation des individus.

Une approche féministe «exemplaire» dans une ressource pour femmes en situation d'itinérance (SDF)

ROY Shirley, professeure titulaire, département de sociologie, UQAM, et directrice scientifique du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI)

CYR Micheline, directrice de l'Auberge Madeleine

DESJARDINS Geneviève, doctorante en sociologie UQAM, desjardins.genevieve.4@courrier.uqam.ca

Résumé de la communication :

Dans le cadre de ce colloque, nous proposons une communication portant sur une expérience concrète de recherche partenariale menée entre 2013 et 2015 et qui est née de réflexions communes et partagées entre chercheuses et intervenantes d'un milieu de pratique oeuvrant sur la question de l'itinérance (SDF) au féminin.

À partir d'un lieu précis, l'Auberge Madeleine (maison d'hébergement accueillant des femmes en situation d'itinérance), nous avons travaillé à la formalisation de leur approche d'intervention qui se veut à la fois féministe et communautaire. Cette approche repose sur une pratique ancrée dans le temps et dans l'espace, au croisement de préoccupations politiques (féministes), communautaires (approche d'intervention collectivisée) et scientifiques (connaissances nouvelles). De fait, il ne s'agit pas d'un modèle abstrait et projectif qui pourrait se développer et s'imposer de l'extérieur. Au contraire, nous avons cherché à organiser, à lier et à systématiser ce qui se fait depuis des décennies dans cette maison d'hébergement communautaire et de lui donner une configuration plus large permettant une distance réflexive sur des pratiques quotidiennes. La mise en mot de ce modèle allait permettre, pensions-nous, une appropriation, une critique permettant une nécessaire adaptation/transformation de la pratique dans son milieu d'origine et dans d'autres milieux si tant est que cela soit possible et pertinent.

Notre communication se déroulera en trois temps. Dans un premier temps, nous aborderons la démarche concrète de recherche qui a mis en relation plusieurs actrices dont les femmes en situation d'itinérance, les intervenantes de la maison d'hébergement et sa directrice, et les chercheuses ; dans un deuxième temps, nous présenterons le modèle d'intervention féministe de l'Auberge Madeleine, nommé le modèle «des 4 S», comportant quatre dimensions (solidarité féministe ; stabilité de l'institution ; souplesse du modèle d'intervention ; et soutien en termes d'aides concrètes) ; et dans un troisième temps, nous ferons un retour sur la dimension féministe de l'approche et de la pratique de l'Auberge Madeleine, en insistant sur le fait que dans cette maison, ce n'est pas qu'une intervention féministe qui est mise de l'avant, mais aussi une manière féministe d'organiser le travail, aspect que nous illustrerons avec des exemples. Ainsi, une approche originale et «exemplaire» ressort de l'Auberge Madeleine, où il n'est pas question que d'un modèle d'intervention féministe, mais bien d'une ressource communautaire qui réfléchit toutes les dimensions du travail, de l'organisation et de l'intervention à l'aune d'une lecture féministe.

Atelier n°2 Professionnel.le.s de l'animation et champ des loisirs

Prévention de la délinquance : du côté des petites filles bien sages ; l'influence des stéréotypes sexuels sur les représentations sociales de la délinquance chez les professionnel.le.s de l'animation pourrait-elle, en partie, expliquer la faible participation des filles aux actions de prévention ?

PICHERIE Claudine, association régionale de formation des travailleurs sociaux des Pays de Loire (ARIFTS), claudine.picherie@orange.fr

Résumé de la communication :

Constatant la faible participation des filles aux actions financées dans le cadre d'un conseil communal de prévention de la délinquance, cette recherche interroge le rapport femmes, délinquance et réaction sociale. Les femmes sont-elles moins en rupture et pourquoi ? Le type de déviance manifestée dérangerait-il moins l'ordre social et aurait-il pour conséquence une réaction sociale différente ? Les comportements masculins et féminins seraient-ils appréhendés en fonction des attentes liées aux stéréotypes sexuels ? Considérant que le délit est un moyen pour les dominés d'agir sur leur environnement, de se reconstruire comme acteur social, cette recherche s'attache, dans un premier temps, à expliquer ce paradoxe : parfois doublement dominées les femmes sont pour autant moins délinquantes que les hommes. Elle met aussi en lumière des troubles du comportement féminins qui, s'ils sont plus discrets par leur caractère auto-agressif, sont aussi révélateurs de souffrances, peuvent avoir des conséquences sur la reproduction de l'inadaptation. Par ailleurs, l'étude met en évidence une réaction sociale différentielle qui, d'une part, nierait des comportements féminins déviants incompatibles avec les présupposés liés aux stéréotypes, d'autre part, compterait sur d'autres organes de régulation, dont la famille, pour dissuader les filles de la délinquance.

Dans la deuxième partie, deux hypothèses ont été privilégiées pour tenter d'expliquer la faible participation des filles aux actions de prévention. La première est à mettre en rapport avec l'histoire de la mise en place des dispositifs de prévention en réponse à l'insécurité, thème éminemment politique. Les filles étant reconnues comme moins délinquantes, ou d'une inadaptation qui ne dérange pas l'ordre social, la prévention à leur égard agissant hors des dispositifs, ceux-ci s'adresseraient prioritairement aux garçons. La deuxième hypothèse s'intéresse à l'influence des stéréotypes sexuels sur les représentations sociales de la délinquance. Une enquête réalisée à Nantes, auprès de 66 acteurs sociaux confirme cette hypothèse. Un caractère masculin est associé à la délinquance et à l'insécurité, les traits de caractère attribués aux garçons et aux filles sont fortement stéréotypés, les caractéristiques masculines ayant un lien plus logique avec le délit violent. Les actions mises en place ou proposées pour prévenir la délinquance, ne prennent pas en compte, une gestion différente du temps, de l'espace, des loisirs, par les garçons et les filles et se basent sur un « faux-semblant » de mixité dans les équipements. Quant aux causes de la délinquance, aux symptômes repérés, ils ne sont jamais resitués dans une perspective des rôles sociaux attribués et des comportements qui en découlent.

Loisirs et socialisation de genre : le jeu des représentations et des pratiques des animateurs, des enfants et adolescents

CONSTANS Stéphanie, maîtresse de conférence, psychologie du développement et de l'éducation, UIT de Rennes, Dpt des Carrières Sociales, Université de Rennes 1, stephanie.constans@univ-rennes1.fr

GARDAIR Emmanuèle, maîtresse de conférences en psychologie sociale, IUT de Troyes, laboratoire de psychologie appliquée, Université de Reims et laboratoire de psychologie des Pays de la Loire, Université de Nantes

ROUYER Véronique, PU de psychologie du développement de l'enfant, laboratoire de psychologie et processus de socialisation, Université de Bordeaux et Toulouse, veronique.rouyer@u-bordeaux.fr

Résumé de la communication :

Dans le cadre spécifique des loisirs encadrés, nous nous interrogeons sur l'approche différenciée et stéréotypée des professionnels auprès des publics d'enfants et d'adolescents, vecteur de reproduction des inégalités homme-femme.

Plusieurs recherches documentent déjà un certain nombre d'aspects de cette socialisation de genre dans le champ de l'animation (Ayrat et Raibaud, 2009 ; Bessin, 2009 ; Herman, 2007). Nous nous proposons ici de questionner les représentations et les pratiques des animateurs, mais aussi celles des enfants et des adolescents usagers des structures de loisirs. Ce point de vue constitue l'originalité de ce travail. En effet, nous ne pouvons envisager l'évolution des pratiques des professionnels sans examiner et comprendre les intérêts et les positionnements des usagers eux-mêmes. S'il est vrai que les enfants et les adolescents agissent dans un champ structuré par les adultes, ils n'en investissent pas moins leurs propres projets.

Une première étude interroge, par le biais d'entretiens semi-directifs, les représentations et les pratiques de 80 animateurs (36 hommes et 44 femmes) exerçant dans des structures de loisirs (collectivités territoriales, centres socioculturels, maisons de quartiers, maisons des jeunes et de la culture, associations sportives ou culturelles) dans les régions de Bretagne et de Pays de la Loire. L'analyse des corpus, réalisée à l'aide du logiciel Alceste, révèle que le genre des animateurs structure et particularise leurs représentations et leurs pratiques, participant au processus de socialisation de genre et source d'inégalités éducatives. Les hommes agissent davantage sur un mode instrumental orienté vers la tâche (la conduite de projet) et les femmes se centrent plus sur des aspects relationnels dans leur interaction avec les enfants et les adolescents, offrant écoute et sécurité.

Une deuxième étude recueille, également par le biais d'entretiens semi-directifs, les représentations et les pratiques de 31 enfants âgés de 5 à 10 ans (âge moyen = 7,5 ans, 15 filles et 16 garçons) usagers de centres de loisirs sans hébergement et de 19 adolescents âgés de 11 à 17 ans (âge moyen = 16,1 ans, 5 filles et 14 garçons) fréquentant des espaces jeunes des agglomérations rennaises et nantaises.

L'analyse des corpus, effectuée à l'aide du logiciel Alceste, montre un effet du genre sur les représentations et les pratiques des enfants et des adolescents. Du côté des plus jeunes, il se caractérise par les choix d'activités, les filles s'orientant davantage vers la sociabilité et les garçons vers les activités motrices. Ces résultats font écho à ceux de Dafflon Nouvelle (2006). Du côté des adolescents, les espaces de loisirs sont moins fréquentés par les filles que par les garçons. Maruéjouls (2011) montre une hégémonie des garçons sur les loisirs organisés et le décrochage massif des filles à l'entrée au collège, les filles disparaissant de ces espaces et se repliant vers la sphère privée. Filles et garçons occupent des espaces culturels distincts, reflet d'une construction des différences de genre, socialement situées, dans l'espace des loisirs (Octobre et al., 2010). La question du rôle des usagers dans l'évolution des pratiques professionnelles se pose ; en effet ce changement se confronte aux représentations et aux pratiques des usagers qui ont des intérêts marqués. En termes de perspective, il serait alors intéressant d'analyser plus avant ces effets d'interaction des représentations et des pratiques des usagers et des animateurs et leur prise en compte par ces professionnels pour penser et envisager l'évolution de leurs pratiques.

Sport : outil éducatif ou instrument de la domination masculine ?

PALAZZO Clothilde, professeure HES-SO Valais-Wallis, clothilde.palazzo@hevs.ch

BOURNISSEN Chantal, doctorante UNIGE, assistante HES-SO Valais, chantal.bournissen@hevs.ch

Résumé de la communication :

Cette communication vise, après avoir mis en évidence quelques éléments théoriques, à présenter les premiers résultats d'une recherche exploratoire en cours. Partant du constat que le sport est souvent appelé à servir de vecteur éducatif, nous nous interrogeons sur les opportunités et les contraintes qu'il présente du point de vue du genre. Dans le système d'éducation sociale et/ou spécialisée, le sport est souvent vu comme un « formidable vecteur d'insertion et/ou de réinsertion sociale ou professionnelle, un réel tremplin vers un mieux-être individuel et collectif. » (Jouve et al., 2010 : 11). Comme outil éducatif, il est notamment utilisé auprès des enfants et adolescent·e·s, principalement chez les jeunes en institution ou les jeunes à problèmes, délinquant·e·s ou mal intégré·e·s socialement. Lors d'une enquête préliminaire, nous avons constaté que dans l'ensemble des établissements visités (10), le sport est considéré par les professionnel·le·s interviewé·e·s comme un moyen efficace d'émancipation et d'autonomisation des jeunes. Pour ces personnes, le sport favorise entre autres, le développement de l'estime de soi, la discipline, la responsabilisation, l'intégration, le goût de l'effort, le dépassement de soi ou le flirt avec les limites. Mais les questions de genre, la reproduction de la domination masculine ou la perpétuation des violences subies ou agies dans le sport ne sont pas questionnées ou problématisées. Signalons également que la majorité des sports proposés dans les institutions visitées sont sexués et sexuants : aux hommes la musculation et aux femmes le gainage... Or, les professionnel·le·s, les institutions éducatives et leur programme d'éducation physique jouent un rôle primordial sur le rapport au corps des bénéficiaires et dans les processus de féminisation et de masculinisation à l'œuvre (Saint-Martin et Terret, 2006 Guérandel, 2011). D'une manière générale, les institutions dans leurs pratiques sportives luttent contre toute forme d'indifférenciation des sexes, en construisant de vrais « garçons » (Liotard, 2013) ; les filles sont quant à elles « naturellement » considérées comme inaptes (Mennesson, 2007). Questionner la pratique sportive au sein des institutions, permet d'évaluer l'opportunité qu'ont les résident·e·s à s'affranchir des contraintes liées au système de genre. Les premiers résultats, montrent que les stéréotypes de sexe ne sont pas absents des discours et que certaines dimensions du masculin sont directement et intensément sollicitées, par exemple l'endurance à la souffrance comme outil à la construction de soi, la discipline ou la volonté de se dépasser.

Guérandel C. (2011) « Sports, genre et jeunesse populaire: le rôle central des professionnels », *Agora débats/jeunesses*, n° 59, vol. 3, pp. 93-106

Jouve A., Ranchin B. & Ruel M. (2010) « Sport et corps...social introduction ». *Empan*, 2010/3, pp 11- 12.

Liotard P. (2013). Conférence : Corps et construction sociale de la masculinité : devenir homme et le rester. Colloque : École, loisirs, sports, culture : la fabrique des garçons, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, mai 2013.

Mennesson C. (2007) Être une femme dans le monde des hommes. Socialisation sportive et construction du genre, Paris, L'Harmattan.

Saint-Martin J.-P. & Terret T. (2006) Apprentissage du genre et institutions éducatives, Paris : L'Harmattan.

Atelier n°3 Lutter contre les violences faites aux femmes

La posture et la démarche d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences ou les paradoxes du "faire avec"

TANNE Hélène, association CLAF' Outils, helene.tanne@yahoo.fr

FERRÉ Gwénaëlle, association CLAF'Outils, clafoutils@riseup.net

Résumé de la communication :

Nous souhaitons questionner le modèle de relation qui nous semble prégnant dans les pratiques d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences.

À l'origine, la connaissance des violences contre les femmes et l'invention des pratiques s'inscrivent du côté des savoirs et savoir-faire profanes (pratiques d'auto conscience et de self help développées au sein du mouvement féministe à partir des années 1970 et 1980).

Aujourd'hui, les pratiques d'intervention sociale, même et y compris au sein des associations qui se revendiquent féministes et mouvement d'éducation populaire, semblent de plus en plus imprégnées par le modèle asymétrique de la relation d'aide. En effet, si la perspective féministe qui irrigue les pratiques vise l'empowerment des femmes et la re-construction des conditions de leur autonomie, nous ne pouvons que faire le constat d'une asymétrie des positions et des ressources entre les professionnel.le.s et/ou militant.e.s et les femmes qu'elles et ils entendent soutenir.

Dans un premier temps, nous chercherons à mieux comprendre comment sont construites ces inégalités de ressources et de positions qui nous semblent caractéristiques de la relation d'aide. À la suite de cette analyse, nous nous proposerons d'identifier les freins à la mise en œuvre d'une pratique féministe d'éducation populaire dans l'accueil, l'écoute et l'accompagnement des femmes victimes de violences. Nous développerons ainsi une série d'hypothèses explicatives qui peuvent concerner notamment : les positions différenciées des aidant.e.s d'une part et des aidées d'autre part au sein des rapports sociaux ; la formalisation des savoirs et des pratiques, associée à la production d'une réglementation spécifique qui tend à produire un modèle de la « bonne victime » ; la recherche d'efficacité dans la mise en œuvre de stratégie de protection dans des situations d'urgence ; le besoin pour les écoutant.e.s de se mettre à distance des récits et des situations de violence ; les questions de responsabilité et de légitimité des professionnel.le.s et/ou militant.e.s intervenant auprès des femmes victimes de violences ; et enfin, les incidences de la reconnaissance institutionnelle et de la professionnalisation des associations féministes.

Nous voudrions in fine dégager quelques bonnes pratiques qui participent de l'empowerment comme processus et donc d'une démarche d'éducation populaire et qui visent, en contribuant à la déconstruction du modèle asymétrique de la relation d'aide, à promouvoir une posture d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences cohérente avec les objectifs de renforcement de leurs capacités d'agir et de leur autonomie. La proposition sera élaborée collectivement à partir d'une analyse de la pratique professionnelle et/ou militante des personnes investies dans un collectif associatif féministe. Ce travail aura lieu sous forme d'une série d'ateliers qui débiteront au premier trimestre 2016.

Présentation du collectif d'auteur.e.s : En créant l'association CLAF'Outils, nous nous sommes constitué.e.s en collectif féministe d'éducation populaire avec le projet d'être, notamment, un espace ressources sur les questions relatives aux oppressions de genre et de sexualités et aux violences contre les femmes. Ce collectif réunit des personnes qui ont ou ont eu une pratique et une expérience professionnelle et /ou militante d'accueil, d'écoute et d'accompagnement de femmes victimes de violences, ainsi que des personnes souhaitant se co-former sur ces pratiques. Certain.e.s d'entre nous sont ou ont été animatrices/teurs, conseillères conjugales et familiales, travailleuses/eurs sociales et ont développé une pratique professionnelle ou bénévole au sein du Planning Familial ou de centres de planification départementaux ou municipaux, ainsi qu'au sein d'associations membres de la Fédération Nationale Solidarité Femmes ; d'autres militent ou ont milité dans des centres sociaux

auto organisés ; nombre d'entre nous avons été confronté.e.s à la question du soutien et de l'accompagnement de femmes de notre entourage victimes de violences. Afin de construire une culture commune quant à ce que nous souhaitons en termes d'intervention et de soutien aux femmes victimes de violences, et dans le souci d'assurer une co-formation permanente des membres de notre collectif, nous faisons le choix de mettre en place des temps d'analyse de la pratique. Nous visons ainsi une forme d'échange et de mutualisation des savoirs et des savoir-faire qui dépasse la hiérarchie habituelle entre savoirs professionnels et savoirs profanes en intégrant les expériences et compétences de chacun.e.s et en nous appuyant sur la diversité de nos points de vue et de nos parcours. C'est dans ce cadre que nous souhaitons travailler à une proposition de communication pour le colloque qui sera organisé les 19 et 20 mai prochains à Bobigny sur le thème de l'intervention sociale dans une perspective de genre en nous préoccupant de la question des pratiques d'intervention.

Réflexions sur l'intervention en maison d'hébergement du Québec auprès de femmes immigrantes victimes de violence conjugale : les points de vue des intervenantes

CASTRO Sastal, doctorante en service social, université Laval, sastal.castro-zavala.1@ulaval.ca

Résumé de la communication :

L'intervention en violence conjugale en maison d'hébergement présente des défis supplémentaires quand il s'agit d'intervenir auprès des femmes immigrantes. Le contexte d'immigration peut mettre les femmes dans des positions sociales qui multiplient les oppressions dont elles sont victimes, et rendre l'intervention plus complexe.

Cette communication présente les résultats d'une recherche qualitative menée auprès des intervenantes des maisons d'hébergement du Québec. L'objectif de cette recherche est d'explorer - à partir de la théorie intersectionnelle - les manières dont les intervenantes des maisons d'hébergement du Québec analysent et interviennent en violence conjugale auprès des femmes immigrantes en considérant les réalités vécues par ces femmes.

Afin d'atteindre cet objectif nous avons donné la parole à 33 intervenantes des maisons d'hébergement de quatre régions du Québec – Montréal, Sherbrooke, Québec et Gatineau – réparties en cinq groupes focalisés. Le féminisme intersectionnelle a été utilisé pour analyser le discours des intervenantes sur leurs pratiques d'intervention. Cette théorie s'intéresse principalement à l'imbrication des catégories sociales et identitaires comme la race, la classe, le sexe/genre, la langue et la citoyenneté entre autres, ainsi qu'à leurs effets sur la vie des personnes. Cette théorie nous a permis d'identifier, dans les discours des intervenantes, la complexité des expériences vécues par les femmes immigrantes, ainsi que la complexité que peut prendre l'intervention en maison d'hébergement.

Les résultats de cette recherche indiquent que les pratiques des intervenantes auprès de ces femmes rejoignent l'intervention en violence conjugale en maison d'hébergement, toutefois ils ont révélé des aspects spécifiques lorsqu'il s'agit de femmes immigrantes. Ces aspects touchent les savoir-faire et le savoir être, entre autres : la façon d'utiliser certaines approches d'intervention - notamment l'intervention féministe-, le discours sur la violence conjugale, les attitudes des intervenantes face aux femmes, le fonctionnement de l'organisme et les droits des femmes. Des obstacles et des facteurs facilitants de l'intervention ont été identifiés, en lien avec trois aspects : a) le contexte proche de l'intervention (le milieu de pratique en maison d'hébergement); b) le contexte large de l'intervention (le système économique, politique et sociale dans lequel ces pratiques se développent) et c) les réalités des femmes immigrantes et leur milieu proche. Les résultats de cette recherche contribuent à la construction d'un corpus de connaissances qui aide à mieux comprendre la complexité du problème de la violence conjugale en contexte d'immigration et au développement d'interventions mieux adaptées aux réalités des femmes immigrantes victimes de violence conjugale.

Femme, migrante, mère ou victime des violences conjugales ? La construction d'un nouveau groupe à risque pour la protection de l'enfance

KHAZAEI Faten, doctorante FNS, Maison d'analyse des processus sociaux, Neuchâtel,
faten.khazaei@unine.ch

Résumé de la communication :

Cette communication portera sur la construction normative de la catégorie de la « mère adéquate » par le personnel d'un centre d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales. Je montrerai comment divers systèmes de catégorisation, notamment le genre, la classe, la race/l'ethnicité, sont imbriqués pour produire une image normative de « la bonne mère » (Cardi, 2008). La non-adéquation à cette norme constitue alors pour les intervenant.e.s un nouveau groupe à risque en ce qui concerne la protection de l'enfance. Les femmes migrantes, victimes de violences conjugales deviennent par conséquent l'objet d'une surveillance particulière sur leur compétence maternelle.

Ce travail se base sur un terrain ethnographique au sein d'un centre d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales en Suisse romande. Il est partie intégrante de ma recherche doctorale qui s'intéresse à la prise en charge des violences conjugales dans le contexte de la migration. A l'heure actuelle, les administrations en Suisse en charge de l'action publique contre les violences dites « domestiques » ont tendance à tourner les regards en direction de la migration et des migrants.e.s pour comprendre et expliquer les violences conjugales (Thomet et al., 2011 : 6). Pourtant, la majorité des victimes des violences conjugales dans le monde sont des femmes, et la nette majorité des auteurs de ces violences sont des hommes (Hanmer et Maynard 1987, Gillioz et al. 1997, Jaspard, et al. 2003, Killias et al., 2005, Killias et al. 2011). Malgré le fait que ce constat devrait désigner comme responsable, le système de genre, l'approche dominante, véhicule l'idée que ce phénomène concernerait tout particulièrement les personnes migrantes, et plus précisément, celles venues des « pays du Sud », en raison de leur culture. C'est alors la « culture » qui est incriminée, « leur culture » en particulier. En revanche, lorsque les violences touchent des Suisses.es d'origine, leurs caractéristiques individuelles sont invoquées dans le débat public, tels des troubles psychologiques, un parcours difficile, etc. Une explication en termes de genre fait défaut. Ce qui relève du fait social chez les « autres » ne l'est pas chez « nous ». Ce point de vue pose un enjeu tout particulier dans le cas des institutions de l'État en charge de la lutte contre les violences conjugales. Les modèles explicatifs différenciés qui peuvent être invoqués pour expliquer ces violences sont susceptibles de donner lieu à des méthodes de prises en charge différentes, selon la manière dont les personnes impliquées sont perçues par les agents de ces institutions (Modak, Messant, Keller, 2013 ; Serre, 2010).

De fait, dans le cadre de ma thèse doctorale en cours, j'essaie de comprendre comment ces agent.e.s catégorisent leurs « client.e.s », quelles sont ces catégories, et dans quelle mesure cette catégorisation conduit ou non à un traitement différencié de ces cas. C'est au moyen d'une démarche ethnographique « multisituée » (Marcus 1995) au sein de trois institutions en prise avec les violences conjugales dans un canton de la Suisse romande, la police, un service hospitalier et un centre d'accueil que je me propose de répondre à cette question. Les observations, entretiens et analyses de la littérature grise permettent de décrire et comprendre avec précision les tenants et aboutissants de l'action de ces institutions et de leurs agent.e.s.

Cardi, C. (2008). La déviance des femmes. Délinquantes et mauvaises mères : entre prison, justice et travail social. Thèse de doctorat. Université Paris 7.

Crenshaw, K.W. (1989 [2011]). Demarginalising the intersection of race and sex : a black feminist critique of anti-discrimination doctrine, feminist theory, and anti-racist politics. In Lutz, H, Herrera Vivar, M.T., Supik, L. Framing intersectionality : debates on a multi-faceted concept in Gender studies. Farnham. Ashgate Publishing Limited. 25-42.

Gillioz, L., De Puy J., Ducret, V. (1997). Domination et violence envers la femme dans le couple. Lausanne : Payot.

Hanmer, J., Maynard, M. (1987). Women, violence and social control. Atlantic Highlands : Humanities Press International.

Jaspard, M. et équipe ENVEFF. (2003). Les violences envers les femmes en France : une enquête nationale. Paris : La Documentation Française.

Killias, M., Simonin, M., De Puy, J. (2005). Violence experienced by women in Switzerland over their lifespan: results of the International Violence against Women Survey (IVAWS). Bern : Stämpfli.

Killias, M., Staubli, S., Biberstein, L., Bänziger, M. (2011) La violence domestique en Suisse. Analyses effectuées dans le cadre du sondage de victimisation en Suisse. Institut de criminologie. Université de Zürich.

Marcus, G.A. (1995). Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography. Annual Review of Anthropology, 24 :95-117.

Modak, M., Messant, F., & Keller, V. (2013). Les normes d'une famille "juste" dans les interventions des assistants et assistantes sociales de l'aide sociale publique. Nouvelles questions féministes, 32 :57-72.

Serre, D. (2010). Des assistantes sociales face à leur mandat de surveillance des familles. Des professionnelles divisées. Déviance et société. 34(2), 149-162.

Thomet, U., Schär Moser M., et Egger, T. (2011). Violence dans les relations de couple : rapport sur les besoins en matière de recherche. Berne : Service de lutte contre la violence du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.

Atelier n°4 Violences sexuelles, santé sexuelle

Une recherche-action féministe multipartenariale : par, pour et avec des survivantes d'exploitation sexuelle

BOULEBSOL Carole, intervenante, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) UQAM, caroleboulebsol@gmail.com

Résumé de la communication :

Lors de cette communication, nous présenterons le processus entourant la conceptualisation, la mise en œuvre et l'analyse des retombées sur l'intervention de la recherche-action « Comprendre les besoins des femmes pour mieux baliser les services » (Szczepanik, Isme, Boulebsol; 2014) menée par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES). Comme nous le rappellent Robitaille et Tessier (2010), « l'intervention féministe repose sur une lecture sociopolitique qui soutient que la source des difficultés éprouvées par les femmes n'est pas d'ordre psychique, mais résulte plutôt d'une oppression spécifique à leur endroit. » (p. 152). C'est pourquoi, il est plus qu'indispensable pour la CLES d'allier des initiatives de conscientisation politique (Denis, 2003) et de défense de droit à toutes formes de soutien direct auprès des femmes. De la même manière, il est pertinent de maintenir des collaborations entre les différents lieux de production et de diffusion des connaissances, par le biais de rencontres et de discussions autour de projets fédérateurs rassemblant des représentantes universitaires, des intervenantes (Racine, 2000) et des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution.

Pour illustrer ces postulats, nous présenterons le processus de recherche et de diffusion des résultats d'une étude que nous avons produite en partenariat avec d'autres groupes travaillant en violence faite aux femmes, des universitaires et des femmes directement concernées par la question de la prostitution. Menée en 2013-2014, cette recherche-action s'est appuyée sur une analyse quantitative de 120 questionnaires et sur une analyse qualitative de 30 entretiens en profondeur réalisés auprès de femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe qui nous ont permis de documenter les besoins et les priorités des femmes qui sont ou qui ont été dans l'industrie du sexe.

Dans le cadre de ce colloque, nous insisterons sur le contenu (les expériences rapportées par les femmes concernant les services qu'elles ont reçus et l'appréciation qu'elles en font) mais également et surtout sur le processus ayant guidé la conceptualisation et la diffusion. Cette recherche « par et pour » nous a permis de former des femmes qui avaient elles-mêmes un vécu de prostitution. Certaines ont été enquêtrices, d'autres ont siégé au comité aviseur du projet au côté d'intervenantes et d'universitaires, plusieurs ont contribué à rejoindre des femmes répondantes. Par ailleurs, cette recherche faisait partie d'un projet plus large qui visait à développer un modèle de services pouvant

soutenir les femmes qui veulent quitter l'industrie du sexe ou qui l'ont quittée. Elle a également permis d'adapter nos interventions, d'enrichir nos réflexions éthiques et d'améliorer nos formations.

Fondée en 2005, la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) regroupe une cinquantaine de groupes membres québécois et plus de 150 membres individuels. La CLES tire son expertise de ses membres, - travailleuses de centres d'aide aux victimes de viol et en maison d'hébergement, travailleuses de rue, sociologues, étudiantes, militantes - ainsi que de la parole des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution. Les intervenantes de la CLES offrent des ateliers de prévention et de sensibilisation sur l'exploitation sexuelle aux jeunes et aux intervenant-e-s, en plus d'offrir du soutien direct aux femmes qui sont ou ont été en situation de prostitution. Nous effectuons également plusieurs recherches afin d'approfondir nos connaissances des besoins des femmes, des considérations juridiques entourant la prostitution, de la situation ailleurs dans le monde de même que du portrait de l'industrie du sexe à Montréal et au Québec.

Denis, L. (2003). « L'intervention féministe conscientisante ». Bilan des pratiques contre la violence faite aux femmes au Québec. Des solidarités féministes du local au mondial. Relais Femme, 22 p.

Racine, G. (2000). «La construction de savoirs d'expérience chez des intervenantes d'organismes communautaires pour femmes sans-abri: un processus participatif, collectif et non planifié.» Nouvelles Pratiques Sociales. No. 13, Vol. 1. p. 69-84

Robitaille, C. et D. Tessier. (2010). « Trente ans après... Les défis de l'intervention féministe dans les CALACS » dans C. Corbeil et I. Marchand (dir.). L'intervention féministe aujourd'hui, portrait d'une pratique sociale diversifiée, Montréal : éditions du remue-ménage p. 149-169.

Szczepanik, G., Ism C., Boulebsol, C., (2014). Connaître les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services. Concertation des Luttes contre l'Exploitation Sexuelle (CLES), 195 p.

Contre l'exploitation sexuelle : la formation de formatrices dans une optique de co-construction des connaissances

LAMPRON Ève-Marie, Ph. D., agente de développement au Service aux collectivités, professeure associée à l'Institut de recherches et d'études féministes, UQAM, lampron.eve-marie@uqam.ca

KURTZMAN Lyne, M.A., agente de développement au Service aux collectivités, responsable du domaine Femmes et rapports de sexe, UQAM, kurtzman.lyne@uqam.ca

Résumé de la communication :

Plus que jamais à l'ordre du jour au Québec et au Canada, la question de l'exploitation sexuelle sous ses différentes formes (prostitution, traite des femmes, pornographie) a fait l'objet de plusieurs recherches partenariales au cours des dernières années (Ricci, Kurtzman, Roy 2014; CLES 2015 ; Chagnon, Brière 2015). Depuis 2014, sur la scène légale, des changements sont envisagés avec l'adoption de Loi sur la protection des personnes et des collectivités (2014), criminalisant pour la première fois les clients comme les proxénètes, tout en décriminalisant (partiellement) les personnes prostituées.

En réponse à une demande de regroupements féministes et communautaires, un projet partenarial (recherches-actions et différentes activités de diffusion) s'est développé à l'Université du Québec à Montréal (Service aux collectivités) et se poursuit à travers une démarche de formation de formatrices impliquant trois chercheuses et trois regroupements : Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), Regroupement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS) et Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII). Dans les milieux de la recherche et de l'action féministe, communautaire et syndicale, le potentiel multiplicateur et transformateur de la formation de formatrices est reconnu (Deschamps 2003 ; Watts, Farnell et Blaxter 2006 ; Grandmont 1996). L'objectif de notre projet de formation de formatrices, qui fait l'objet de cette communication, est de favoriser un meilleur accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle, en travaillant avec les regroupements et les intervenantes, dans une optique de co-construction des connaissances, théoriques comme pratiques.

Comment former des formatrices sur fond de débat polarisé autour de cette question ? Le contenu et les outils de la formation ont été développés avec et pour les trois regroupements québécois mentionnés – et leurs associations membres – réunis sur une base affinitaire et faisant de la lutte contre l'exploitation sexuelle une priorité. La démarche de formation de formatrices, dans une optique de co-construction des connaissances, repose ainsi sur une triple articulation : les savoirs expérientiels (Racine 2000) et théoriques construits au sein des regroupements, ceux émergeant de l'intervention directe auprès des femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe et ceux issus de recherches en partenariat menées en contexte universitaire et communautaire. Au total, nous avons formé 57 formatrices, issues de 16 des 17 régions administratives du Québec, lesquelles forment à leur tour chacune au moins 12 intervenants-es œuvrant dans leurs milieux respectifs, portant ainsi à plus de 600 le nombre de personnes rejointes par ces agentes multiplicatrices. La communication montrera comment la démarche choisie peut être porteuse de transformation sociale, notamment dans les milieux d'intervention. Seront présentés les processus et activités de consultation et de co-construction mis en place tout au long du projet, ainsi que les premières retombées sur les plans de l'accompagnement psychosocial et juridique des femmes. En conclusion, nous aborderons les stratégies retenues afin de renforcer les compétences et l'autonomie des formatrices, dans la mise à jour et le développement de l'offre de formation sur le long terme.

Chagnon, Rachel et Léa Brière-Godbout, *Sous le voile de la neutralité, un système sexiste : analyse de la jurisprudence et de la législation en matière de prostitution au Canada*, Montréal, Service aux collectivités de l'UQAM, 2015.

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), *Pour s'en sortir : mieux connaître les réalités, être soutenues et avoir des alternatives. Vers un modèle de services intégrés pour intervenir auprès des femmes dans la prostitution*, Montréal, CLES, 2015.

Deschamps, Joanne et Esther Désilets, *L'approche expérientielle de la FTQ : un choix stratégique pour la formation syndicale*, Montréal, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, 2003.

Grandmont, Thérèse, « La violence démasquée », *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, vol. 2, no. 1, 1996, pp. 146-154.

Racine, Guylaine, « La construction de savoirs d'expérience chez des intervenantes d'organismes communautaires pour femmes sans-abri : un processus participatif, collectif et non planifié », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 13, no. 1, 2000, pp. 69-84.

Ricci, Sandrine, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy, « La banalisation de la prostitution : moteur de la traite des femmes et frein à la lutte féministe pour l'égalité », *Nouvelles questions féministes*, vol. 33, no. 1, 2014, pp. 80-95.

Watts, Jane, Richard Farnell et Loraine Blaxter, « Chapitre 8 : Développement des compétences professionnelles et action communautaire », dans Jean-Luc Guillot et Christine Mainguet (dirs.), *La formation professionnelle continue : stratégies collectives*, Louvain, De Boeck, 2006, pp. 235-261.

L'usage des services en santé sexuelle chez les jeunes filles de la rue à Montréal : quelle expérience font-elles des interventions sociales en matière de sexualité ?

CÔTÉ Philippe-Benoît, Ph. D., professeur, département de sexologie, UQAM, cote.philippe-benoit@uqam.ca

FOURNIER Émilie, B.A., étudiante à la maîtrise de sexologie, UQAM

Résumé de la communication :

Les ressources à Montréal pour les jeunes de la rue offrent une diversité de services, notamment en matière de santé sexuelle (Roy et al. 2006). Or, ces jeunes continuent de présenter des problèmes de santé sexuelle, telle qu'une prévalence élevée d'épisodes de grossesses, de prostitution et de violences sexuelles. Les jeunes filles de la rue sont particulièrement touchées par ces problèmes, puisqu'elles se voient contraintes de mobiliser des stratégies à haut risque sexuel pour assurer leur survie. Comme ces jeunes filles sont souvent cachées, voire invisibles, afin d'éviter de s'exposer à la dangerosité de la vie dans la rue, peu d'études documentent, à partir de leurs points de vue, l'usage qu'elles font des services en santé sexuelle.

Objectifs : Inspirée par la sociologie de l'expérience (Dubet, 1994), cette présentation vise à comprendre comment l'usage des services en santé sexuelle chez les jeunes filles de la rue se construit dans un rapport dynamique entre la liberté de leurs actions et leurs conditions de vie. Deux objectifs sont poursuivis: 1) décrire les motifs d'usage des services en santé sexuelle par les jeunes filles de la rue; 2) documenter les obstacles et facilitateurs à l'usage des services en santé sexuelle par les jeunes filles de la rue.

Méthodologie : Des entrevues individuelles ont été réalisées auprès de 16 jeunes filles de la rue âgées entre 18 et 25 ans. Une analyse qualitative a été effectuée à partir des étapes de décontextualisation et de recontextualisation des données proposées par Tesch (1990).

Résultats : Toutes les participantes ont utilisé, au moins une fois dans la rue, des services en santé sexuelle. De façon générale, elles utilisent ces services dans une logique préventive ou curative pour obtenir des condoms, du dépistage ou un traitement des ITSS. Elles mentionnent aussi faire un usage ciblé des services selon l'apparition d'événements-clés au sein de leurs trajectoires sexuelles, telles que des grossesses non planifiées (avortement), des agressions sexuelles (thérapie) ou des expériences de prostitution (information et dépistage). Les participantes rapportent qu'un lien de confiance avec les intervenants constitue le principal facilitateur pour utiliser les services en santé sexuelle. Par contre, le sexe masculin des intervenants et la honte de parler de comportements jugés dénigrants (ex. : prostitution) sont identifiés comme des obstacles à consulter les services en santé sexuelle.

Conclusion : En dépit du caractère invisible de la situation de rue chez les jeunes filles, cette étude illustre qu'elles font un usage important des services en santé sexuelle. Cet usage se réduit toutefois à la prévention des risques sexuels, possiblement en raison des événements-clés au sein de leurs trajectoires sexuelles qui construisent un sentiment de vulnérabilité à l'égard de la sexualité. Des pistes seront discutées pour repenser l'offre de services en santé sexuelle pour rejoindre les jeunes filles de la rue.

Vendredi 20 mai, ateliers de 10h30 à 12h00

Atelier n°1 Politiques sociales

Réaménagement des frontières entre privé, public et communautaire: quels espaces politiques pour les femmes des milieux communautaires ?

BERTHIAUME Annabelle, doctorante, École de travail social, Université McGill,
annabelle.berthiaume@mail.mcgill.ca

Résumé de la communication :

La surreprésentation des femmes, à la fois employées, bénévoles, militantes ou destinataires des activités dans les groupes communautaires, ne constitue pas une donnée nouvelle en intervention sociale.

Le désengagement de l'État québécois des dernières années dans la prise en charge des problèmes sociaux s'est traduit alors par l'augmentation de la pression sur ces groupes et, pour ainsi dire, sur ces femmes qui les constituent. Cette reconfiguration s'opère au même moment où le secteur privé, via la philanthropie, s'introduit dans la gouvernance des questions sociales (Depelteau & al., 2013). Cette restructuration du pouvoir intervient directement dans les dynamiques des milieux communautaires, déjà fragilisés par un sous-financement chronique. Il s'agit alors d'une nouvelle forme d'intervention du privé dans la vie des femmes. Considérant que les projets de défense des droits collectifs sont de moins en moins financés par l'État québécois, les groupes communautaires ayant historiquement adopté ces pratiques se voient contraints à la survie, adoptant ou non le jeu de séduction auprès des financeurs. Ainsi, importe-t-il d'analyser le réaménagement des frontières entre privé, public, travail salarié et travail gratuit qui se cristallise à travers la quête d'un nouveau consensus social.

À partir de mes recherches sur les fondations philanthropiques et l'introduction des pratiques marchandes dans les milieux communautaires, cette présentation amorce une réflexion plus large sur la conjonction entre les rapports sociaux de sexe et les dynamiques de financement. Il sera d'abord question de situer les pratiques des fondations dans un cadre socialement sexué, au regard du positionnement économique et social des philanthropes (majoritairement masculins) en rapport à celui des destinataires des milieux communautaires (majoritairement féminins) (Guilhot, 2006; Domhoff, Staples & Schneider, 2013). Outre l'exposition du travail du care, cette relation pose la question d'arrimer un regard féministe sur l'intervention sociale et la philanthropie québécoise, jusqu'ici largement documentées par des auteurs masculins (Comeau, 2014; Fontan, Lévesque & Charbonneau, 2011; Lesemann, 2011; Morin, 2012).

Avec ce rapport en filigrane, il sera question d'analyser certaines formes de canalisation des mouvements sociaux et des groupes par les fondations (Jenkins, 1998; Culleton Colwell, 1993). Que pouvons-nous comprendre de leurs appels au changement et à l'innovation dans le champ du social ?

J'utiliserai les résultats obtenus d'une analyse documentaire effectuée à partir des expériences écrites des groupes communautaires et des guides de pratiques de trois partenariats public-privé avec la Fondation Lucie et André Chagnon, reconnue pour ses interventions dans des domaines traditionnellement féminins (petite enfance et pratiques parentales), pour illustrer et alimenter les réflexions sur ces processus de « mobilisation » pressant au consensus social. Ainsi, si cette opportunité de collaboration se posait au départ comme un élargissement des voix, celle-ci révèle divers problèmes inhérents à cette même participation que je prendrai le temps d'exposer.

Comeau, Y. (2014). Caractère et dynamiques de la culture philanthropique au Québec. In Institut Mallet (Eds.), *Culture philanthropique : visages et transformations*. Actes du Sommet, Québec: Institut Mallet, 85-114.

Culleton Colwell, M. A. (1993). *Private foundations and public policy: The political role of philanthropy*. New York & London: Garland Publishing Inc.

Depelteau, J., Fortier, F., & Hébert, G. (2013). Les organismes communautaires au Québec: Financement et évolution des pratiques. Montréal, Québec: Institut de recherche et d'informations socio-économiques.

Domhoff, W. G., Staples, C., & Schneider, A. (2013). Interlocks and interactions among the power elite: The corporate community, think tanks, policy- discussion groups, and government. Retrieved from WhoRulesAmerica website: http://www2.ucsc.edu/whorulesamerica/power_elite/interlocks_and_interactions.html

Fontan, J.-M., Lévesque, B., & Charbonneau, M. (2011). Les fondations privées québécoises: Un champ de recherche émergent. *Lien social et Politiques*(65), 43-64. doi: 10.7202/1006025ar

Jenkins, J. C. (1998). Channeling social protest: Foundation patronage of contemporary social movements. In W. Powell & E. Clemens (Eds.), *Private action and the public good* (pp. 206-2016). New Haven: Yale University Press.

Lesemann, F. (2011). "Nouvelles fondations privées" et transition de "régimes institutionnels". *Lien social et Politiques: Philanthropie et fondations privées: Vers une nouvelle gouvernance du social ?*, printemps(65), 79-97.

Morin, R. (2012, 18 au 21 avril). Foundations and community organizations in Montreal. Congrès de l'Urban Affairs Association, Pittsburgh.

Le modèle du « travailleur adulte » dans l'application des politiques sociales de l'emploi

PERRIARD Anne, doctorante, Haute école de travail social et de la santé, EESP, Lausanne, anne.perriard@eesp.ch

Résumé de la communication :

En Suisse, dans le canton de Vaud, des politiques sociales de l'emploi ont pour cible des catégories telles les « jeunes adultes en difficulté », les « familles pauvres » ou encore les personnes proches de la retraite. Différenciées par l'âge et la parentalité, toutes ces personnes ont en commun d'être récipiendaires de l'assistance publique et doivent « s'engager à tout mettre en œuvre pour retrouver leur « autonomie ».

Si ces politiques proposent la formation aux personnes âgées de 18 à 25 ans à l'aide sociale, elles préconisent un programme de coaching pour les familles de working poors dont le but est principalement d'augmenter le revenu et une rente-pont aux personnes sans emploi à deux ans de l'âge de la retraite. Elles sont ainsi fondées, dans leur formulation, sur la figure du travailleur adulte (Daly, 2011; Jenson, 2011) ainsi que sur un parcours de vie ternaire (formation-emploi-retraite) (Leisering & Leibfried, 1999) et androcentré (Levy, Gauthier, & Widmer, 2006). Or, si l'analyse des lois renseigne sur les normes sociales qui les sous-tendent, elle ne permet pas de savoir comment ces textes sont implémentés par les personnes chargées de leur mise en œuvre (Steinmetz, 2014). C'est en effet le personnel du travail social qui interprète et donne corps à ces politiques.

Ma présentation porte sur l'analyse de 78 entretiens réalisés dans le cadre d'une recherche doctorale auprès de 73 professionnel-le-s du travail social chargé-e-s d'implémenter ces politiques différenciées. Il leur a été demandé de décrire trois situations qui leur semblaient emblématiques de leur travail auprès d'une de ces catégories. L'analyse des discours recueillis et des 235 situations collectées montre notamment que la rhétorique asexuée du travailleur adulte masque les effets des rapports sociaux de genre et d'âge sur certaines catégories de l'intervention sociale. Par exemple, si les entretiens mettent en lumière que les mères (pauvres) assignées aux tâches éducatives ne sont pas considérées comme des « travailleuses adultes » par le personnel du travail social le temps perçu comme nécessaire à la « conciliation », elles sont incitées à rejoindre le parcours de vie ternaire en « seconde partie de carrière » (Le Feuvre, Kuehni, Rosende, & Schoeni, 2014). Cette communication sera ainsi l'occasion de discuter de manière approfondie des résultats de cette recherche à l'aune de l'âge et du genre.

Daly, M. (2011). What Adult Worker Model? A Critical Look at Recent Social Policy Reform in Europe from a Gender a Family Perspective. *Social Politics*, 18(1), 1-23.

- Jenson, J. (2011). Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ? Cahiers du Genre, 3(HS n°2), 21-43. doi:10.3917/cdge.hs02.0021
- Le Feuvre, N., Kuehni, M., Rosende, M., & Schoeni, C. (2014). Le genre du «vieillissement actif»: du principe du traitement équitable à la multiplication des injonctions contradictoires. Swiss Journal of Sociology, 40(2), 307-324.
- Leisering, L., & Leibfried, S. (1999). Time and poverty in western welfare states : United Germany in perspective. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Levy, R., Gauthier, J.-A., & Widmer, E. (2006). Entre contraintes institutionnelle et domestique : les parcours de vie masculins et féminins en Suisse. Canadian Journal of Sociology, 31(4), 461-489.
- Steinmetz, G. (2014). État-mort, État-fort, État-empire. Actes de la recherche en sciences sociales, 1(201-202), 112-119. doi:10.3917/arss.201.0112

Les non-recours: un défi genré pour l'intervention sociale. Perspectives de recherche à partir du cas des familles

CHAPUIS Jérôme, assistant de recherche, Haute école spécialisée de Suisse Occidentale, Genève, Jerome.chapuis@hesge.ch

LUCAS Barbara, professeure, Haute école spécialisée de Suisse Occidentale, Genève, barbara.lucas@hesge.ch

Résumé de la communication :

Depuis une trentaine d'année, la mobilisation de la catégorie du genre a contribué à renouveler notre compréhension des politiques sociales. Ainsi, les études féministes ont mis à jour les fondements normatifs des Etats-providence et l'impact sexué des institutions et politiques sociales (Morel 2007) ; elles ont aussi montré comment l'intervention sociale elle-même contribuait à reproduire des normes de genres inégalitaires (Modak, Messant, Keller 2014). Pour autant, ces travaux tendent à se focaliser sur les relations entre l'État social et ses bénéficiaires. Or, on sait aujourd'hui qu'un nombre important de personnes ne bénéficient pas de l'offre publique de droits et services à laquelle elles pourraient prétendre. Loin d'être marginal, ce phénomène de « non-recours » (non take up) serait même « massif » (Warin 2015). Dans ce contexte, l'objectif de cette contribution est de proposer des pistes théoriques afin de saisir la manière dont le non-recours aux droits sociaux vient questionner l'intervention sociale du point de vue du genre. Si le non-recours fait l'objet d'une littérature croissante, cette dernière ignore, à de très rares exceptions près, sa dimension genrée. Or, nous pensons que non seulement nous sommes face à un phénomène profondément genré, mais que ce phénomène est à même nous éclairer en retour sur les normes et pratiques genrées de l'intervention sociale. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre d'une recherche menée à la Haute école de travail social de Genève sur le non-recours des familles aux prestations sociales à Genève. Cette enquête, la première sur ce thème en Suisse romande, a démarré en septembre 2015 et doit durer deux ans. Elle se réalise en partenariat avec les principales organisations du social dans le canton, à savoir l'Hospice général (aide sociale du canton), le service social de la Ville de Genève, et deux organisations d'entraide, Caritas et le Centre social Protestant.

Dans une première partie, nous rappellerons les principaux acquis de la littérature sur le caractère genré de l'intervention sociale et ses limites au regard d'une analyse du non-recours, puis nous dresserons un premier état de la littérature sur le non-recours, montrant que celle-ci tend à invisibiliser les rapports sociaux sexués. Dans une seconde partie, nous discuterons une série de travaux qui peuvent permettre d'expliquer le non-recours du point de vue de l'État social et nous proposerons sur cette base une approche du non-recours comme une action sociale, au sens wébérien. Par ailleurs, nous postulons que le non-recours doit être réinscrit dans le cadre du régime de genre spécifique et territorialisé dans lequel il prend son sens (Giraud, Lucas 2015) et qu'il ne peut se comprendre qu'en mobilisant une approche intersectionnelle. La troisième partie élaborera cette perspective sur la base du cas de Genève. Après avoir présenté notre recherche, nous chercherons à cerner, de manière exploratoire, comment les normes de genre des familles à Genève peuvent être (re)mis en jeu à travers des stratégies de non-recours et dans quelle mesure ce travail sur les normes

vient reproduire ou contester celles des politiques locales et cantonales mises en œuvre à destination des familles à Genève. Ces réflexions théoriques seront étayées le cas échéant par les premiers résultats de l'analyse documentaire et les premiers entretiens - avec des professionnels du réseau social de Genève d'une part et avec des hommes et des femmes ayant des enfants mineurs à charge d'autre part. Enfin, dans une quatrième partie nous tenterons en guise de conclusion de revenir sur nos résultats provisoires à la lumière de la littérature sur le caractère genré de l'intervention sociale et de ses effets. Ceci afin de pointer en quoi le non-recours peut offrir un éclairage particulier et original sur ce phénomène.

Atelier n°2 Violences faites aux femmes

L'importance des facteurs sociaux et structurels dans la recherche et l'intervention en violence conjugale : entre réaffirmation et transformation

FLYNN Catherine, professeure remplaçante, École de service social, Université d'Ottawa, membre du CRI-VIFF, cflyn2@uottawa.ca

LESSARD Geneviève, professeure titulaire, École de service social, Université Laval, membre du CRI-VIFF, Genevieve.Lessard@svs.ulaval.ca

MONTMINY Lyse, Université de Montréal, membre du CRI-VIFF, l.montminy@umontreal.ca

PAILLÉ Isabelle, coordonnatrice, Promotion non-violence et Réseau des maisons d'hébergement pour Femmes Autochtones du Québec Inc., non-violence@faq-qnw.org

En collaboration avec : Lise GERVAIS, Judith CANTIN, Marie-Marthe COUSINEAU, Patricia GAGNE, Sonia GAUTHIER, Véronique GIRARD, Louise LAFORTUNE, Kathy MATHIEU, Manon MONASTESSE, Joannie PEPIN-GAGNE

Résumé de la communication :

La violence conjugale est un problème social grave et persistant; le tiers des femmes de la planète en a déjà été victime (OMS, 2013). Grâce au mouvement féministe, la violence conjugale s'est construite comme un problème socio-pénal au Québec (Lavergne, 1998). Notre province s'est d'ailleurs dotée, il y a déjà 20 ans, d'une Politique d'intervention en matière de violence conjugale (Gouvernement du Québec, 1995). Cette politique de même que les plans d'action qui ont suivi reconnaissent l'importance des interventions spécialisées et de la recherche dans ce domaine. En ce qui a trait à la recherche, c'est en 1992 que le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF) a été mis sur pied dans la foulée des actions qui ont suivi les événements tragiques survenus à l'École Polytechnique de l'Université de Montréal. Rappelons qu'en 1989, un jeune homme est entré à l'École Polytechnique et a tué 14 jeunes femmes, pour la plupart étudiantes à l'École, pour la seule raison qu'elles étaient des femmes. Depuis ses débuts, le CRI-VIFF mise sur la recherche en partenariat pour réaliser ses recherches, notamment dans le domaine de la violence conjugale. À travers l'histoire du développement des connaissances en violence conjugale, la recherche en partenariat a soulevé et soulève toujours de nombreux enjeux, entre autres celui de la définition de ce problème. Pour certains milieux de pratique et certains chercheurs, cette définition doit sans conteste être genrée, alors que d'autres introduisent une définition plus « neutre » ou inclusive de différentes dynamiques conjugales. Ces différentes définitions colorent l'offre de services aux victimes, aux auteurs de violence et aux enfants exposés à la violence conjugale; elles teintent également le déroulement des recherches en partenariat.

Cette conférence, qui s'inscrit dans l'axe 1 de la programmation prévue pour le colloque, abordera les grands principes de la recherche en partenariat sur la violence conjugale (Flynn et al. 2015; Lessard et al. 2015). En 2013, dans une démarche de mobilisation des connaissances, une vingtaine d'experts de la recherche et de l'intervention en violence conjugale au Québec ainsi que des conférenciers nationaux et internationaux se sont penchés sur l'analyse des enjeux politiques, théoriques et méthodologiques de la recherche en violence conjugale. Le modèle théorique du transfert des connaissances sur lequel s'est appuyée cette démarche ainsi que la méthodologie privilégiée seront d'abord brièvement décrits. Puis, les principaux résultats ou constats découlant de ces travaux seront exposés et discutés avec les participants. Nous aborderons notamment la question de l'analyse différenciée selon les sexes, omniprésente dans ces travaux. En effet, afin de maintenir l'accent sur le caractère social de la problématique de la violence conjugale, il s'avère important d'inclure dans les recherches l'analyse des facteurs sociaux et structurels. Ces facteurs incluent les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, mais aussi d'autres rapports sociaux par exemple entre les générations, les classes sociales, les ethnies, etc. Est-il donc souhaitable d'inclure tous les facteurs examinés dans la définition du problème? Lesquels ont ou devraient avoir plus de poids? Quels sont les cadres théoriques qui permettent une analyse plus fine du phénomène? Si nous n'avons

évidemment pas des réponses définitives à ces questions, la présentation permettra cependant de démontrer que les occasions d'échanges d'expertises et de débats qu'offre la recherche en partenariat sont essentielles pour parvenir à une compréhension de plus en plus approfondie de ce problème complexe qu'est la violence conjugale.

Flynn, C., G. Lessard, L. Montminy, avec la collaboration de M. Rinfret-Raynor et L. Gervais (2015). Étudier la violence conjugale en contexte interdisciplinaire et en partenariat : enjeux et perspectives. Collection réflexion, no 23. Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes.

Gouvernement du Québec (1995). Politique d'intervention en matière de violence conjugale, Québec. http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/Violence/Prevenir_depister_contrer_Politique_V_C.pdf

Lavergne, C. 1998. « Analyse du processus de construction de la violence faite aux femmes en contexte conjugal comme problème socio-pénal au Québec », Canadian Journal of Women and the Law, vol. 10. p. 377-400.

Lessard, G., Montminy, L., Lesieux, E., Flynn, C., Roy, V., Gauthier, S., Fortin, A. (2015). Les violences conjugales, familiales et structurelles : vers une perspective intégrative des savoirs. *Enfances, familles et génération*, 22, 1-26.

Organisation mondiale de la santé (2013). Estimations mondiales et régionales de la violence à l'encontre des femmes : prévalence et conséquences sur la santé de la violence du partenaire intime et de la violence sexuelle exercée par d'autres que le partenaire, Genève, Suisse. http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/85242/1/WHO_RHR_HRP_13.06_fre.pdf

Le maintien de la plainte ou sa substitution par l'article 810 dans le traitement judiciaire de la violence conjugale

DUBÉ Myriam, École de travail social, UQAM, dube.myriam@uqam.ca

CHAGNON Rachel, Sciences juridiques, UQAM,

COUSINEAU Marie-Marthe, professeure, École de criminologie, Université de Montréal, mm.cousineau@umontreal.ca

RIENDEAU Louise, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Résumé de la communication :

La Politique québécoise d'intervention en matière de violence conjugale (1995) présente une dynamique de violence coercitive et de contrôle (Johnson, 2008), constituée de moyens visant à contrôler et dominer la femme (contrôle économique, isolement social ou physique, insultes, culpabilité, violences sévères telles que pousser, empoigner, battre, étrangler, utiliser ou menacer d'utiliser une arme à feu ou un couteau, agresser sexuellement, menacer les enfants...). Johnson (2008) montre que 80% des femmes en maison d'hébergement ont vécu de telles dynamiques de violence au sein de leur couple. Dans ces situations, les victimes ont accès à deux types de recours juridiques pour mettre fin à cette violence, soit le maintien d'une plainte criminelle ou sa substitution par l'article 810, appelé engagement de ne pas « troubler l'ordre public ».

L'étude, dont il sera question dans cette communication, explore auprès de femmes et de procureurs, les incidences de ces recours judiciaires en matière de violence conjugale. Plus spécifiquement, elle permettra de documenter la violence; 2) d'explorer les raisons du maintien d'une plainte criminelle ou de sa substitution par le 810; 3) de comprendre les répercussions de ces recours sur les victimes et leurs enfants et 4) de documenter les manquements au 810 de même que des bris de conditions à des sentences pour une matière reliée à la violence conjugale.

Ce projet de recherche partenariale et participative est né d'une demande effectuée par le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC) qui, depuis 1979, de par sa mission d'éducation, de sensibilisation et d'action, prend des décisions et réalise des actions qui, entre autres, contribuent à faire évoluer les lois et les politiques afin de rendre plus adéquates les

mesures de protection pour les femmes et enfants victimes de violence conjugale et représentent les maisons d'aide et d'hébergement devant les instances publiques et gouvernementales. Plus d'un an après la demande du Regroupement, voilà qu'une solide équipe interdisciplinaire (travail social, sciences juridiques et criminologie) se met en place pour réaliser cette étude importante. La présente recherche est le résultat de plusieurs rencontres et échanges divers entre l'équipe universitaire et notre partenaire communautaire, soit le RMFVVC. Coordonné par Lyne Kurtzman du Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), un comité d'encadrement et de concertation est en place. Il est composé, outre des auteurs de cette communication, de Nathalie Plante (étudiante M.Sc. en travail social, UQAM), de Dania Suleman (étudiante M.Sc. en Sciences juridiques, UQAM) et de Jihane Cherif (étudiante, M.Sc. École de criminologie, Université de Montréal).

Nous verrons dans cette communication comment s'opèrent, au cours des différentes phases de cette recherche en partenariat (démarrage, collecte des données, analyses, rédaction et diffusion/transfert des connaissances) la collaboration et le partage des connaissances entre les universitaires et le partenaire communautaire afin d'atteindre les retombées souhaitées sur les plans politique et de l'intervention auprès des femmes victimes de violence conjugale.

Atelier n°3 Petite enfance

« La troupe des artistes en route vers l'égalité » : Tisser l'égalité en crèche

NDJAPOU Francois, psychologue, formateur, doctorant Laboratoire UTRPP Paris 13,
francois.ndjapou@wanadoo.fr

Résumé de la communication :

Cette communication présente la démarche méthodologique et les résultats partiels d'une recherche action portant sur l'accompagnement - in situ- d'une équipe de professionnelles aux questions d'égalité dans la petite enfance. Dans le cadre de la réactualisation d'un projet éducatif départemental, une crèche de la région parisienne a été sélectionnée pour développer, pendant 3 ans, un projet d'action « genre ».

Accueillir des filles et des garçons en crèche. Similitudes et/ou différences ? Cette question a constitué le point de départ du travail de sensibilisation des professionnelles aux différents enjeux de l'égalité dans la petite enfance, à savoir : les enjeux de socialisation différenciée entre les filles et les garçons ; les enjeux de parentalité et de distribution des rôles entre les mères et les pères ; et les enjeux de division sexuée du travail entre les femmes et les hommes. Au cours des entretiens exploratoires, plusieurs professionnelles ont indiqué ne pas avoir conscience de faire des différences entre les filles et les garçons ou entre les mères et les pères dans leurs pratiques professionnelles. L'exploitation de l'outil de formation « images&mots » a favorisé l'émergence de questionnements sur les temps d'accueil quotidien (Ndjapou, 2015). Pour mieux comprendre leurs dynamiques dans une perspective de genre, nous avons proposé une déclinaison des questionnements des professionnels à partir de la structuration temporelle d'un accueil quotidien en crèche en trois phases (phase de pré-accueil, d'accueil et de post-accueil) et avons formulé la question centrale suivante : Observe-t-on dans l'accueil quotidien en crèche, des pratiques différenciées qui reproduisent les rapports de genre ?

Afin de fédérer l'équipe autour de cette recherche, il nous a semblé important de faire participer l'ensemble des professionnelles au travail de construction des données. Les apports théoriques initiaux leur ont permis de se situer au regard des études de genre et d'en mesurer les incidences sur leurs représentations de l'éducation des jeunes enfants. La prise de conscience de la nécessité de déconstruire les stéréotypes a été difficile à accepter mais a favorisé un travail d'élaboration d'outils d'auto-observation et de co-production du recueil de données à l'aide de la vidéo. A partir de l'observation filmée de 70 accueils quotidiens, nous avons choisi trois niveaux d'analyse. Au niveau des temporalités, nous avons cherché à mesurer les écarts de durées moyennes des accueils à la fois entre les filles et les garçons et entre les accompagnantes et les accompagnants. En distinguant les différentes phases d'accueil, nous avons cherché à repérer les tendances spécifiques pour les enfants et les parents. Au niveau des spatialités, nous avons cherché à identifier les espaces privilégiés de séparation ou de transmission de l'enfant et ainsi de mieux comprendre comment les accompagnants entraînent dans le lieu de vie de l'enfant. Au niveau des interactions, nous avons cherché à rendre compte des échanges verbaux et non verbaux et leur influence sur les assignations de genre.

« Vous ne pouvez pas comprendre, vous n'avez pas d'enfants ! » ou l'injonction maternaliste dans la formation des Educateur.trice.s de Jeunes Enfants

MOLINER Laurence, formatrice consultante, smontmar@club-internet.fr

Résumé de la communication :

La récente préoccupation affichée dans les politiques publiques (Gresy et Georges, 2012; "Genre et renouveau du travail social", DGS-MASPP, 2014) concernant l'avancée en mixité sexuée chez les professionnel.le.s de la petite enfance peine à contrer la persistance d'une surreprésentation féminine: 97% des éducateur.rice.s de jeunes enfants (EJE) sont des femmes (INSEE, 2010); depuis 1991 les femmes représentent entre 95% et 98% des sortant.e.s du Diplôme d'Etat EJE (données DREES). La confrontation à cette répartition sexuée représente pour les enfants une des premières expériences de la division sexuée du travail et des rôles sociaux.

Ma communication s'attache à montrer comment cette ségrégation sexuée se perpétue en formation en s'appuyant sur un travail de recherche mené lors d'un mémoire de master 2, sur des écrits de mémoires et sur des observations au cours de mon expérience formative. Les entretiens réalisés auprès d'étudiant.e.s EJE mettent en évidence notamment une confusion entre carrière professionnelle et carrière maternelle chez les étudiantes. Cette confusion singularise les modalités d'articulation des temps de vie pour ces femmes dans la distinction opérée entre sphère familiale privée et sphère professionnelle publique. J'ai également noté une tendance à interrompre leurs études pour cause de congé maternité (recherche quantitative en cours). Je mets en lien cette confusion avec l'injonction maternaliste explicite perçue lors des stages par les étudiant.e.s (de la part les professionnel.le.s et des parents) et renforcée par le contenu de certains enseignements théoriques (matrifocalisation). L'idéologie maternaliste entretient une naturalisation des compétences en qualités supposées naturelles non seulement féminines mais aussi maternelles et maternantes. Elle réduit ainsi la professionnelle EJE à une "mère suffisamment bonne" alors qu'elle essentialise les femmes à des mères. Ce modèle installe une hiérarchie entre les professionnelles femmes et est asymétrique car il ne suffit pas pour les professionnels hommes d'être pères pour voir leurs compétences reconnues. L'injonction maternaliste fonctionne comme un mécanisme du système de genre, suivant un schéma binaire et hiérarchisant d'assignation des rôles, qui entretient une division sexuée du travail avec une forte ségrégation horizontale et verticale selon le sexe. Le système de genre n'établit pas d'équivalence entre le maternage et le paternage; les professionnels pères sont ainsi disqualifiés et enjoins à occuper des postes hiérarchiques ou à éviter la proximité des jeunes enfants (voir le rôle de la panique morale autour de la pédophilie: Herman, 2007). La transgression de cette injonction expose les EJE hommes à subir des violences de genre répressives et à mener des "carrières déviantes" (Becker, 1985) peu enviées. Ce maternalisme agissant a finalement pour effet de renforcer les bastions féminins professionnels et privés afin de maintenir les inégalités hiérarchiques de genre entre les femmes et les hommes. La prise en compte de l'approche par le genre constitue un défi pour le travail social qui subit l'héritage d'une ambiguïté originelle (Mosconi, 2010) et se situe encore dans un régime de déni du genre (Bessin, 2008). Ces problématiques traversent aussi les trajectoires des acteur.rice.s de la formation qui ne perçoivent pas toujours les enjeux centraux de cette approche globale (associée au prisme de care) qui vise notamment à renouveler les débats autour du travail social.

Egalicrèche : quand professionnel.le.s, chercheur.e.s et militant.e.s œuvrent ensemble pour la promotion d'un changement de pratiques professionnelles

BACOU Magalie, sociologue, chargée d'étude à l'Institut Régional du Travail, chercheuse associée au laboratoire CERTOP-CNRS Pôle SAGESSE, magbacou@gmail.com

COLLARD Sophie, coordinatrice et chargée de mission association Artemisia (<http://www.artemisia-egalite.com>)

JARTY Julie, MCF en sociologie, CERTOP-CNRS, Pôle SAGESSE, jarty@univ-tlse2.fr

ROUYER Véronique, PU de psychologie du développement de l'enfant, laboratoire de psychologie et processus de socialisation, Université de Bordeaux et Toulouse, veronique.rouyer@u-bordeaux.fr

Résumé de la communication :

Cette présentation témoigne d'une recherche-action située dans le champ du travail social ayant impulsé une dynamique de changement des pratiques professionnelles, trop souvent vectrices des normes de genre. S'appuyant sur les principaux résultats, cette communication montrera en quoi – lorsqu'elle n'est pas menée en vase clos et qu'elle s'appuie sur une réelle collaboration entre chercheur.e.s, professionnel.le.s et militant.e.s – la recherche peut contribuer à lever certaines résistances et inscrire les personnes concernées dans une logique de renouvellement et de co-construction des savoirs académiques et professionnels. Nourrie par les acquis académiques ayant mis en lumière l'ampleur des inégalités éducatives véhiculées par le processus de socialisation de genre et des enjeux socio-politiques qui en découlent, cette recherche-action intitulée « Egalicrèche : filles et garçons sur le chemin de l'égalité » a vu le jour à partir de réflexions de l'association Artemisia (Organisme de formation agréé et bureau d'étude spécialisé dans la promotion de l'égalité femmes-hommes, www.artemisia-egalite.com) et de chercheur.e.s (en sociologie et en psychologie) ayant une expérience de terrain concernant la promotion de la question du genre et des approches féministes dans le champ de l'intervention sociale et de l'éducation. De ces réflexions est né un collectif désireux d'œuvrer dès la prime enfance à l'émergence de dynamiques éducatives non-sexistes. Initié dans plusieurs crèches pilotes de la Région Midi-Pyrénées, Egalicrèche a permis de mettre en place un accompagnement et des échanges croisés avec les professionnel.le.s de terrain et ainsi d'inscrire ce partenariat dans la durée. Le travail au long cours réalisé conjugue des phases d'observation, de sensibilisation et de mise en place de dispositifs innovants via notamment des ateliers de mise en pratiques concrètes promouvant au sein des crèches pilotes la question de l'égalité réelle entre les filles et les garçons. Cette communication propose de rendre compte des principaux résultats de cette recherche-action. D'une part, ceux issus de la phase d'observation des pratiques professionnelles des équipes. Ces diagnostics, adaptés à chaque structure d'accueil collectif du jeune enfant et discutés avec les professionnel.le.s, loin d'être sur le registre d'une stigmatisation des pratiques sexistes ont permis de mettre en lumière les inégalités patentées et l'implication de chacun.e dans la reproduction des normes de genre. D'autre part, les résultats issus des entretiens individuels réalisés à la fin du projet avec les membres des équipes dans l'objectif de penser et de mettre en mot l'expérience subjective de chacun.e. Au-delà d'une évaluation classique du dispositif, ces entretiens ont permis de mettre en lumière une réelle appropriation singulière et collective du dispositif. De ces entretiens se dégagent plusieurs niveaux d'analyse, en termes notamment de changements de représentations, de pratiques professionnelles envers les enfants et les parents, de fonctionnements institutionnels, mais également en termes de positionnements des professionnel.le.s dans la sphère privée.

Atelier n°4 Savoirs, formation et intervention sociale

Genre et intervention sociale : les enjeux du croisement des savoirs

ZANFERRARI Fanny, cadre de formation à l'Institut régional du travail social de Lorraine, phifa@sfr.fr

Résumé de la communication :

Les recherches et les colloques portant sur genre et travail social se multiplient mais restent le fait d'acteurs convaincus de l'importance de traiter de cette problématique. Cet entre-soi a permis la production de connaissances sur le sujet ainsi que des avancées indéniables notamment dans la formation des travailleurs sociaux, mais ne permet pas toujours un décloisonnement des savoirs ou plutôt un croisement des savoirs, c'est à dire une articulation entre savoirs professionnels, savoirs académiques, savoirs expérientiels. Or si on considère que « l'analyse de genre représente un outil pour déceler les inégalités que les rapports sociaux génèrent, elle s'inscrit par le fait même au cœur des finalités du travail social autour de la lutte contre les inégalités » (Fusulier, 2009), ce croisement des savoirs est essentiel. Cette co-expertise d'ailleurs préconisée dans les rapports récents concernant le travail social (Conseil supérieur en travail social, États généraux du travail social) est une démarche incontournable pour inscrire durablement l'analyse de genre dans la formation des travailleurs sociaux. Si aujourd'hui les savoirs professionnels et les savoirs académiques trouvent des points de rencontre, il me semble que les savoirs expérientiels sont plus négligés/invisibles dans recherche hormis sous la forme de témoignages des bénéficiaires du travail social. Le croisement des savoirs va au-delà puisqu'il légitime les savoirs expérientiels et permet « la production de savoirs inédits » (Penven, 2013). En tant que formatrice dans un institut du travail social, je suis particulièrement sensible à cette démarche et surtout à la façon dont on peut la concrétiser notamment à propos des questions liées au genre qui sont passées sous silence dans les référentiels de formation.

Le croisement des savoirs suppose aussi une réelle volonté des institutions du travail social, plus précisément de ceux qui les dirigent et les financent. A l'heure d'un travail social rationalisé, accorder du temps à la question du genre peut-être considéré comme un luxe. Pourtant lors de supervisions auprès d'équipes éducatives, elle se pose régulièrement pour peu qu'on la laisse s'exprimer. Par ailleurs, sachant que les politiques sociales et les dispositifs qui en découlent sont genrés (MASSP, 2014 ; Coenen 2009) comment ceux qui en bénéficient les vivent-ils ? Comment concrètement l'usage par les travailleurs sociaux de ces dispositifs genrés contribue-t-il à reproduire les inégalités hommes/femmes et les rôles genrés ? Ce sont des enjeux politiques fondamentaux auxquels l'ensemble des acteurs du travail social doivent faire face en incorporant dans les pratiques professionnelles, la perspective de l'égalité entre les hommes et les femmes. Dans une démocratie mise à mal par des fondamentalismes religieux, dans un contexte où des femmes politiques remettent en cause le droit à l'IVG, la formation des travailleurs sociaux a une responsabilité face à ces tentatives réactionnaires. C'est cette responsabilité et la question du croisement des savoirs que je souhaite mettre en débat, en m'appuyant sur quelques initiatives que je mets en place dans la formation des travailleurs sociaux (journées d'études sur le « care », animation de rencontres documentaires sur la lutte des femmes).

Enjeux et effets de la prise en compte du genre dans la formation des professionnelles de la petite enfance : regards croisés de la psychologie et de la sociologie

JARTY Julie, MCF en sociologie, CERTOP-CNRS, Pôle SAGESSE, jarty@univ-tlse2.fr

ROUYER Véronique, PU de psychologie du développement de l'enfant, laboratoire de psychologie et processus de socialisation, Université de Bordeaux et Toulouse, veronique.rouyer@u-bordeaux.fr

BACOU Magalie, sociologue, chargée d'étude à l'Institut Régional du Travail, chercheuse associée au laboratoire CERTOP-CNRS Pôle SAGESSE, magbacou@gmail.com

COLLARD Sophie, coordinatrice et chargée de mission association Artemisia (<http://www.artemisia-egalite.com>)

MIEYAA Yoan, MCF en psychologie du développement de l'enfant, laboratoire PDPS, mieyaa@univ-tlse2.fr

Résumé de la communication :

Cette proposition de communication envisage de mettre en évidence les enjeux (sociologiques, politiques et psychologiques) que soulève le renouvellement des pratiques professionnelles et des représentations des personnels de la petite enfance à l'aune des apports théoriques des études sur le genre.

Elle s'appuie sur les réflexions menées par des psychologues et des sociologues dans le cadre d'un projet de recherche-action impliquant chercheur·e-s, militantes féministes et professionnelles de la petite enfance qui vise à la sensibilisation et à la co-construction de nouvelles manières de faire et de penser des personnels de crèche (les éducatrices de jeunes enfants et les puéricultrices et les auxiliaires de puériculture, notamment).

Il s'agira dans un premier temps de mettre en exergue le caractère heuristique d'une collaboration entre sociologues et psychologues pour penser l'élaboration de formations en direction des professionnel·le·s, formations qui entendent rompre avec les approches psychologiques dominantes transmises dans les formations françaises de l'intervention sociale en direction des jeunes enfants : valorisant trop souvent une vision essentialisante des différences de sexe et peu « détachée » de l'idéologie du lien mère-enfant, ces approches masquent d'autres manières d'appréhender les différences et la construction des identités de genre chez les jeunes enfants. Seront étudiées tant les difficultés et les résistances parfois rencontrées sur un terrain non-acquis aux approches féministes constructionnistes, que l'adhésion suscitée par l'engagement collectif dans un projet innovant susceptible de (re)souder des équipes autour d'un objectif de promotion d'un « idéal égalitaire » valorisé dans nos sociétés contemporaines.

Il s'agira alors dans un second temps de penser les effets de ces formations sur la construction des identités tout au long de la vie. Par-delà les effets attendus sur les jeunes enfants en termes de construction de leur identité sexuée, de tolérance à l'endroit des différences de genre et pratiques moins inégalitaires, une attention sera également accordée au potentiel de transformation des identités professionnelles mais aussi individuelles que suscite, pour ces professionnelles (des femmes dans 99% des cas), la prise de conscience du système de genre.

La transmission des savoirs et des contenus relatifs aux rapports de genre en travail social : l'intention, l'attention, les tensions

DUBÉ Marcelle, professeure, Département sciences humaines et sociales de l'université de Chicoutimi (UQAC), Marcelle_Dube@uqac.ca

Résumé de la communication :

Dans chacun de nos engagements, non seulement politiques mais intellectuels, nous devons désormais, décider, choisir entre une voie conforme et une voie novatrice – difficile à distinguer – choisir entre celle qui accroît le savoir établi et celle qui y introduit une ouverture. L'intellectuelle choisit constamment dans son propre champ la réassurance ou l'aventure. Françoise Collin (2003). Si la transmission des savoirs peut faire penser au théâtre, où acteurs, actrices et metteur en scène sont invités à faire part des différentes lectures et des diverses interprétations qu'ils et elles auront d'une œuvre, le clin d'œil que propose la construction ternaire du présent titre permettra de s'interroger sur ce qui est en jeu dans les étapes « cruciales » qui s'exécutent au moment de la formation des futures travailleuses/travailleurs sociaux en regard d'une expérience vécue, soit celle réalisée dans le cadre du cours : « Travail social : rapports de sexe, rapports de genre ». En choisissant de mailler l'intention, l'attention et les tensions qui sont à l'œuvre dans la transmission des connaissances, je m'interrogerai plus précisément, sur la place qui est faite à ce type de cours dans le programme de formation, le choix des thèmes et les contenus livrés à l'intérieur de ce cours ainsi que la démarche pédagogique qui permet de les orchestrer et les questions qu'elle soulève et finalement la réception et les questions que cet ensemble pose tant du côté du récepteur (les étudiants et étudiantes) que de l'émetteur (la professeure) (Mathiot, 2001). À titre de futur.e intervenant.e social.e jusqu'où apparaît-il important de comprendre historiquement les logiques à l'œuvre au sein des rapports sociaux et des rapports de genre, leurs dynamiques au sein des sociétés et des diverses institutions (famille, école, travail, etc.) qui les composent, les luttes qu'ils ont appelées et les transformations majeures qui en ont découlé? Et comment porter un regard sur le « ici maintenant » sans que cet « héritage fasse office de testament » (Collin, 1986), permettant de débusquer si des tensions existent toujours ou sont générées par ces rapports, dans les sociétés qui se profilent et où ces professionnel.le.s interviendront, en ce début de XXI^e siècle?

Cette communication cherchera à jeter un regard critique sur la nature des savoirs sélectionnés et proposés, leur mise en scène au moment des séances de cours ainsi que leur appréhension et leur réception au fil du trimestre. Jusqu'où transmettre offre-t-il ce plaisir du « dépaysement », de la découverte, du déplacement, de la « fenêtre » qui s'ouvre sur un monde nouveau? (Finkielkraut 1996, Pontalis 1999, Banu 2009). Il permettra d'illustrer ce qui se joue dans ce travail, conviant à penser, sous un angle renouvelé, cette étape incontournable que représente la « construction » des savoirs et leur transmission et voir en quoi ceux portant sur les questions de genre se distinguent ou apportent de nouvelles interrogations. (Jarrosion 1994, Morin 2000).

- Banu, Georges. 2009. *Miniatures théoriques. Repères pour un paysage de la scène moderne*, Arles, Actes sud.
- Colin, Françoise. 2003. « Ruptures. Résistances. Utopie », *Nouvelles questions féministes*, vol. 22, n° 1, p. 61-70.
- Colin, Françoise. 1986. « Un héritage sans testament » *Cahiers du GRIF*, vol. 34, n° 1, p. 81-92.
- Finkielkraut, Alain. 1996. « La crise de la transmission », *Esprit*, n° 227, décembre.
- Jarrosion, Bruno. 1994, « La transmission des connaissances dans l'entreprise », *Raison Présente*, n° 110.
- Mathiot, Pascal. 2001. *Singuliers Passages. Essai sur la transmission des savoirs*, Paris, Seuil.
- Morin, Edgar. 2000. *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Paris, Seuil.
- Pontalis, Jean-Baptiste. 1999. *Fenêtres*, Paris, Gallimard.

Intervenant.e.s sociaux et parents d'enfants autistes au Québec : Partage et négociation des savoirs

COURCY Isabelle, post doctorante, UQAM, courcy.isabelle@uqam.ca

Résumé de la communication :

Au Québec, l'organisation des services sociaux et de santé a subi plusieurs réaménagements depuis la dernière décennie. Outre de nombreux changements organisationnels et structurels, on remarque une mise en valeur sans précédent de la participation de la personne bénéficiaire ou de sa famille dans la prise de décision la concernant. Cette promotion faite par les institutions publiques peut être considérée, à certains égards, comme un appel à une prise en compte des savoirs expérientiels de la personne et de ceux de ses proches. Dans les milieux de pratique, la rencontre des savoirs professionnels et expérientiels s'accompagne de certains questionnements quant à la valeur à accorder à ces savoirs. La perspective féministe a depuis longtemps soulevé, sous l'angle épistémologique, la portée heuristique des savoirs situés pour mieux comprendre l'expérience des rapports de pouvoir (Harding, 2004). Dans le cadre de cette communication, je présenterai les résultats d'une recherche en cours menée auprès de travailleuses et de travailleurs sociaux du système public québécois qui ont pour clientèle des familles d'enfants ayant reçu un diagnostic de trouble du spectre de l'autisme. Cette recherche vise à analyser le partage de savoirs entre ces intervenant.e.s et les parents qui les consultent afin de rendre compte, de façon plus spécifique, des négociations induites par leurs échanges.

L'intérêt de l'objet de recherche découle d'études menées auprès de mères d'enfants autistes desquelles émerge le constat de la non-reconnaissance de l'expertise que développent ces femmes dans leur travail informel de soin, d'éducation et de stimulation de leur enfant (Courcy et Des Rivières-Pigeon, 2013, Home, 2008). Plusieurs mères déplorent que leurs connaissances spécifiques ne soient pas prises en compte dans les décisions des différent.e.s professionnel.le.s concernant l'enfant, une perception qui est parfois accrue par des difficultés communicationnelles lorsque les parents sont d'origine culturelle différente de l'intervenant.e ou issus d'une expérience d'immigration récente au pays (Ben-Cheikh et Rousseau, 2013; Jegatheesan, 2010). Les ancrages théoriques privilégiés pour cette recherche allient l'approche en termes d'ordre négocié (Strauss, 1978) et la perspective des rapports sociaux de sexe afin de prendre en compte l'effet du genre dans la négociation des savoirs entre les intervenant.e.s, les mères et les pères. La démarche méthodologique se base sur des entrevues semi-dirigées auprès de familles et d'intervenant.e.s sociaux du territoire montréalais. Les résultats préliminaires suggèrent que les intervenant.e.s, en raison de leur rôle de « relais », ont une influence sur la communication de l'expertise des mères à d'autres professionnel.le.s-mobilisé.e.s autour de l'enfant. Les intervenant.e.s font également œuvre de traduction et de filtrage de ces communications à partir de leur trajectoire personnelle et de leur expertise. Les formes de négociations ainsi que la place qu'occupe le genre dans ces négociations seront exposées et discutées à la lumière des défis que rencontrent ces intervenant.e.s et des stratégies qu'elles déploient.

Ben-Cheikh, Imen et Cécile Rousseau (2013). Autisme et soutien social dans des familles d'immigration récente : l'expérience de parents originaires du Maghreb. *Santé mentale au Québec*, 38(1), 189-205.

Courcy, Isabelle et Catherine Des Rivières-Pigeon (2013). Intervention intensive et travail invisible de femmes : le cas des mères de jeunes enfants autistes et de leurs intervenantes au Québec. *Nouvelles questions féministes*, 32(2), 28-44.

Harding, Sandra (dir.) (2004). *The Feminist Standpoint Theory Reader: Intellectual and Political Controversies*. New York, NY: Routledge.

Home, Alice (2008). All in a day's care work. A typical day mothering children with invisible disabilities. *Journal of the Association for Research on Mothering*, 10(1), 146-159.

Jegatheesan, Brinda (2010). Cross-cultural issues in parent-professional interactions: A qualitative study of perceptions of Asian American families of children with developmental disabilities. *Research and Practice for Persons with Severe Disabilities*, 34, 123-36.

Strauss, Anselm (1978). *Negotiations. Varieties, Contexts, Processes and Social Order*. San Francisco, CA: Jossey-Bass.

Vendredi 20 mai, ateliers de 14h00 à 15h30

Atelier n°1 Intersectionnalité

La recherche action médiation comme pratique intersectionnelle

VATZ LAAROUSSI Michèle, professeure titulaire, Ecole de travail social, Université Sherbrooke, et Université nationale de Cordoba (Argentine) Michele.Vatz-Laaroussi@USherbrooke.ca

RACHEDI Lilyane, École de travail social, UQAM, rachedi.lilyane@uqam.ca

Résumé de la communication :

Au Québec, les perspectives et pratiques d'intervention féministe ont précédé les pratiques d'intervention interculturelle. Bien que ces deux champs aient fait l'objet de nombreuses recherches et de pratiques innovantes, le croisement entre les deux reste encore à développer. En particulier certaines crises sociales, comme la crise des accommodements raisonnables en 2007-2008 et la crise autour du projet de charte des valeurs québécoises, ont mis de l'avant des divergences, des préjugés et des conflits latents existant entre les intervenantes de milieux féministes et les femmes immigrantes et des minorités visibles, en particulier les femmes musulmanes. Ces tensions ont fait l'objet de quelques études et c'est la perspective intersectionnelle, développant la matrice des oppressions de genre, de classe et d'ethnie qui apparaît la plus à même d'analyser les processus et représentations qui les sous-tendent.

Nous présenterons ici la méthodologie d'un projet en cours de recherche action médiation entre des femmes de diverses origines, ethnies et religions, des femmes engagées dans les mouvements féministes et des intervenantes sociales au Québec (projet financé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada). Ce processus de recherche médiation est articulé sur une perspective théorique intersectionnelle et opérationnalisé au travers de trois étapes : la pré-médiation, la médiation et la post-médiation. Nous analyserons les enjeux, les forces et les limites de ce type de méthodologie comme pratique d'intervention collective visant la prise en compte des diverses oppressions et dominations vécues par les femmes. La composition de l'équipe de recherche action médiation, la participation de toutes les actrices à l'ensemble du processus, la mise à égalité des savoirs de toutes les participantes et la prise en compte de toutes leurs voix représentent les dimensions incontournables et originales de cette pratique qui pourra ensuite être utilisée sur d'autres thématiques sociales.

La recherche par et pour les femmes autochtones : un projet partenarial à l'intersection d'enjeux coloniaux et de genre

JEROME Laurent, professeur, faculté de sciences humaines, Service aux collectivités, UQAM, jerome.laurent@uqam.ca

LEGER Marie, coordonnatrice, Projet Kaianishkat, leger.marie@uqam.ca

MICHEL Viviane, présidente Femmes autochtones au Québec

OTTEREYES Joanne, analyste politique et juridique, Femmes autochtones au Québec, jottereyes@faq-qnw.org

RIVERIN Josée-Anne, agente de développement, Service aux collectivités, UQAM, riverin.josee-anne@uqam.ca

Résumé de la communication :

Depuis les années 1970, les peuples autochtones, au Canada et ailleurs, sont engagés dans des luttes pour leur autodétermination et des processus complexes d'affirmation identitaire et culturelle. C'est dans ce contexte que de nombreux intellectuels, institutions, et représentants autochtones continuent de dénoncer les effets de l'héritage colonialiste sur la recherche scientifique. Dans la continuité des critiques adressées il y a déjà plusieurs décennies par Vine Deloria ou Linda Tuhiwai Smith, ils affirment la nécessité d'une plus grande reconnaissance des épistémologies autochtones. Cette reconnaissance doit notamment favoriser le développement de stratégies permettant de considérer les peuples autochtones comme des acteurs des processus de recherche, plutôt que comme des sujets, et ainsi valoriser leur capacité à produire une connaissance ancrée dans la réalité et l'expérience quotidienne.

À l'intersection des enjeux collectifs incarnés par les peuples autochtones et des enjeux de genre portés par les mouvements féministes, le positionnement social unique des femmes autochtones a historiquement contribué à les rendre invisibles au sein de ces différents mouvements. Ce constat témoigne de l'importance de se fonder sur leur expérience quotidienne et de valoriser leurs points de vue, afin d'envisager un futur non seulement postcolonial, mais également égalitaire. Une approche épistémologique favorisant la documentation des expériences vécues par et pour les femmes autochtones devient d'autant plus importante dans un contexte où les discriminations à l'œuvre sont difficilement perceptibles du fait qu'elles sont multiples et systémiques. C'est dans cette perspective que le projet Kaianishkat a été mis sur pied à l'initiative de l'organisme Femmes autochtones au Québec et du Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal. Il vise à appuyer la création d'un réseau de chercheuses communautaires composé de femmes autochtones, habilitées à identifier des problématiques ancrées dans leur communauté, à les documenter de façon à ce que leurs expériences de vie deviennent sources de connaissance et influencent le devenir collectif. Une telle démarche se doit d'être réflexive et critique. Elle implique de donner une place de premier plan aux méthodologies participatives ainsi qu'aux voix, catégories et concepts autochtones. Articulant cosmovision autochtone, savoirs expérientiels et connaissances académiques, ce projet partenarial soulève de multiples questions théoriques et méthodologiques, tant sur le processus de formation que sur le potentiel des connaissances acquises par les chercheuses communautaires.

Dans cette communication, nous proposons donc de réfléchir aux défis relatifs à un tel projet partenarial, ainsi qu'aux facteurs ayant contribué à la réussite de cette démarche collaborative basée sur des interactions soutenues entre praticiennes, chercheuses et actrices sur le terrain.

Abbott Mihesuah, Devon (2003), *Indigenous American Women: Decolonization, Empowerment, Activism*, Lincoln, University of Nebraska Press.

Bourassa, B., F. Serre et D. Ross (1999). *Apprendre de son expérience*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.

Collectif, « Sexisme, racisme et postcolonialisme » (2006) 25(3) *Nouvelles Questions Féministes*.

Deloria, V. Jr. (1996). *Red Earth, White Lies: Native Americans and the Myth of Scientific Fact*, Golden, CO, Fulcum.

- Denzin, Norman K, Yvonna S. Lincoln & Lidan Tuhiwai Smith, dir., (2008). Handbook of Critical and Indigenous Methodologies, Thousand Oaks, CA, Sage Publications.
- Green, Joyce, dir., (2007). Making Space for Indigenous Feminism, Black point, Fernwood Publishing.
- Lester-Irabinna Rigney, «Internationalization of an Indigenous Anticolonial Culture Critique of Research Methodologies : A Guide to Indigenous Research methodology and its Principles » (Automne 1999) 14(2) Wicazo Sa Review 10.
- Mohanty, Chandra Talpade. (2006). Feminism Without Borders: Decolonizing Theory, Practicing Solidarity, Durham, Duke University Press.
- Ouellette, Grace J. M. W., (2002). The Fourth World: An Indigenous Perspective on Feminism and Aboriginal Women's activism, Halifax, Fernwood Publishing.
- Sprague, Joey, Feminist Methodologies for Critical Researchers: Bridging Differences, Walnut Creek, CA, Rowman & Littlefield Publisher inc., Altamira Press, 2005.
- Tuhiwai Smith, Linda. Decolonizing Methodologies : Research and Indigenous Peoples, London, Zed Books Ltd, 1999.

Approche féministe et perspective intersectionnelle : une occasion de questionner les pratiques en travail social ?

FLUEHMANN Christophe, professeur, Haute école de travail social, Fribourg,
Christophe.Fluehmann@hefr.ch

Résumé de la communication :

Cette proposition de communication se base sur une recherche menée dans le cadre d'un master en travail social réalisé en 2015 en Suisse et portant sur l'intervention sociale menée par des assistantes sociales (des assistants sociaux hommes travaillent également dans ce type de service) travaillant dans un service social généraliste de remise de l'aide sociale (AS) auprès de femmes racisées victimes de violences masculines dans le couple. L'approche genre et plus précisément la perspective intersectionnelle (voir notamment Crenshaw, 2005) ont été adoptées. En effet, ces femmes sont imbriquées simultanément à l'intersection des rapports de domination de genre et de race, voire de classe. Cette particularité va augmenter entre autres les risques de paupérisation ou ceux liés à leur sécurité (Josephson, 2005), notamment par un manque de connaissances du pays d'accueil ou un plus grand isolement social (Dasgupta, 2005). Les politiques publiques créent également des discriminations structurelles pour cette population (Richie, 2005), comme le risque de perdre une autorisation de séjour dans le pays d'accueil en cas de séparation. Les interventions sociales auprès de ces femmes proposées par les AS sont ainsi complexifiées par ce cumul de difficultés. Ces interventions mettent principalement le focus sur l'individu afin de correspondre au mieux à chaque situation particulière. Les scientifiques et les professionnel-le-s spécialistes des violences au sein du couple sont d'avis que celles-ci ne sont pas le fait d'une seule cause (Egger & Schär Moser, 2008; Krug, Dahlberg, Mercy, Zwi, & Lozano-Ascencio, 2002). Ces différentes causes se situent à différents niveaux : individuel ; relationnel ; communautaire (les institutions, les structures sociales) ; sociétal (les valeurs, les croyances culturelles) (Heise, 1998). Pourtant, les théories les plus répandues et les plus utilisées, notamment dans le champ de l'intervention sociale, appréhendent les violences au sein du couple dans une dynamique intrapsychique, interpersonnelle ou intrafamiliale (Bograd, 2005), escamotant du coup la dimension structurelle de ces violences, pourtant déjà mise en avant dans les années 1970 (Hanmer, 1977). Une lutte efficace contre ces violences se doit d'associer des actions situées à tous ces niveaux.

Une méthodologie mixte a été mise en œuvre, articulant à la fois une analyse de dossiers de ces femmes, constitués dans les services sociaux généralistes et des entretiens de co-interprétation de ces analyses avec les AS en charge de ces dossiers. L'analyse s'est faite au travers des principes prônés par l'intervention féministe développée par Larouche (1985, citée par Rinfret-Raynor & Larouche, 1992). La recherche a permis, d'une part, de confirmer que les modèles explicatifs utilisés par les AS situent l'origine des violences dans l'individu ou dans la relation. Leurs principales actions visent à atténuer les effets des violences sur les femmes victimes. Par ailleurs, les AS sont sensibles aux difficultés spécifiques rencontrées par ces femmes et essaient de développer des stratégies avec des acteurs

sociaux (régies immobilières, crèches, etc.) en vue de diminuer les inégalités ou les discriminations créées par l'incohérence des différents dispositifs publics. Cependant, la dimension structurelle des violences n'apparaît pas dans leur analyse des situations. Même si s'attaquer aux structures sociales semble hors de portée, une sensibilisation des femmes victimes à l'impact de la dimension structurelle sur leur vie permettrait de poursuivre une lutte à différents niveaux.

Bograd, M. (2005). Strengthening Domestic Violence Theories : Intersections of Race, Class, Sexual Orientation, and Gender. In N. J. Sokoloff & C. Pratt (éd.), *Domestic violence at the margins: readings on race, class, gender, and culture* (p. 25-38). New Brunswick, N.J: Rutgers University Press.

Crenshaw, K. W. (2005). Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. *Cahiers du Genre*, 39(2), 51-82. <http://doi.org/10.3917/cdge.039.0051>

Dasgupta, S. D. (2005). Women's Realities : Defining Violence against Women by Immigration, Race and Class. In N. J. Sokoloff & C. Pratt (éd.), *Domestic violence at the margins: readings on race, class, gender, and culture* (p. 55-70). New Brunswick, N.J: Rutgers University Press.

Egger, T., & Schär Moser, M. (2008). *La violence dans les relations de couple. Ses causes et les mesures prises en Suisse*. Berne: Service de lutte contre la violence du Bureau Fédéral de l'Égalité entre femmes et hommes BFEG.

Hanmer, J. (1977). Violence et contrôle social des femmes. *Questions féministes*, (1), 68-88.

Heise, L. (1998). Violence Against Women: An Integrated, Ecological Framework. *Violence Against Women*, 4(3), 262-290.

Josephson, J. (2005). The Intersectionality of Domestic Violence and Welfare in the Lives of Poor Women. In N. J. Sokoloff & C. Pratt (éd.), *Domestic violence at the margins: readings on race, class, gender, and culture* (p. 83-101). New Brunswick, N.J: Rutgers University Press.

Krug, E. G., Dahlberg, L. L., Mercy, J. A., Zwi, A., & Lozano-Ascencio, R. (2002). *Rapport mondial sur la violence et la santé*. Genève: Organisation mondiale de la Santé, OMS. Consulté à l'adresse http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/en/full_fr.pdf

Richie, B. E. (2005). A Black Feminist Reflection on the Antiviolence Movement. In N. J. Sokoloff & C. Pratt (éd.), *Domestic violence at the margins: readings on race, class, gender, and culture* (p. 50-55). New Brunswick, N.J: Rutgers University Press.

Rinfret-Raynor, M., & Larouche, G. (1992). Synthèse d'une recherche-action sur une expérience de formation féministe. *Projet*, 4554, 35-27

L'intervention sociale partenariale et les perspectives intersectionnelle et narrative : un métissage porteur de pratiques novatrices

DORÉ Chantal, professeure agrégée, présidente du Comité d'éthique de la recherche du CSSS-IUGS, École des sciences infirmières, Université Sherbrooke, Chantal.Dore@USherbrooke.ca

CAILLOUETTE Jacques, Université Sherbrooke

VATZ LAAROUSSI Michèle, professeure titulaire, Ecole de travail social, Université Sherbrooke, et Université nationale de Cordoba (Argentine) Michele.Vatz-Laaroussi@USherbrooke.ca

Résumé de la communication :

Nous présentons quelques éléments du déploiement théorique et méthodologique d'une recherche internationale en cours intitulée Femmes, diversité et rapports sociaux de genre : les défis de la construction démocratique des territoires. Nos travaux visent la reconnaissance, l'accroissement et la mobilisation des capacités d'action des femmes dans le développement démocratique de leur communauté par la consolidation d'un partenariat entre chercheuses et chercheurs du Québec et d'Amérique du Sud et des organismes associatifs avec lesquels nous collaborons. L'apport de cette étude est de systématiser, consolider et pérenniser une collaboration internationale en vue de coproduire des connaissances en partenariat avec les associations et les communautés locales avec lesquelles nous sommes associés sur le terrain. La démarche proposée se décline en quatre moments

clés selon quatre scénarios de rencontres et d'échanges au niveau local au Québec/Canada, en Argentine et en Colombie en 2014 et 2015 (Doré et al., 2015). Nous examinons la participation des femmes au développement des territoires selon des perspectives intersectionnaliste (Bourque & Maillé, 2015; Bilge, 2015; Dorlin, 2012; Yuval-Davis, 2006) et narrative (Harper & Kurtzman, 2014; Kremer, 2012). Des parcours différents, des histoires spécifiques, des appartenances ethniques, sociales et culturelles diverses caractérisent l'inscription des femmes dans le social. Souvent peu visibles dans le développement (Côté, Simard, & Maurice, 2013), ancrées dans leurs multiples appartenances, comment les femmes réussissent-elles à se poser comme auteures et actrices dans le dialogue élaborant la construction des espaces publics et communautaires au Canada comme en Amérique du Sud ?

Ce projet est une recherche-action caractérisée par une méthodologie d'approches partenariale (Caillouette & Soussi, 2014), participative et narrative. Centré sur une démarche collective d'échanges faisant appel notamment aux approches narratives et au croisement des savoirs, ce projet contribue au dialogue et à la mobilisation démocratique d'actrices de la société civile afin de générer des réseaux et des stratégies concrètes de mobilisation. Il s'est révélé performatif dès le début. Notre point de départ méthodologique s'appuie ainsi sur le fait qu'un savoir réellement partagé requiert des dispositifs d'échanges, du temps et des espaces afin de favoriser le dialogue et l'apprentissage autour de différentes expériences. La finalité des forums nationaux organisés est, d'une part, de susciter l'expression et l'écoute effectives de la voix des femmes en assurant la question du genre avec la transversalité que permet la perspective intersectionnaliste et, d'autre part, de favoriser l'innovation – théorique et pratique – de manières de faire, de comprendre et d'aborder la participation sociale des femmes en inscrivant cette question spécifique dans le champ plus large de la construction démocratique des territoires. C'est à partir de ce contexte de recherche que nous examinerons quelques dimensions conceptuelles et méthodologiques d'une part et certains résultats caractérisés par une posture critique et réflexive d'autre part.

Bilge, S. (2015). Le blanchiment de l'intersectionnalité. *Recherches féministes*, 28(2) : 9-32.

Bourque, D., & Maillé, C. (2015). Actualité de l'intersectionnalité dans la recherche féministe au Québec et dans la francophonie canadienne. *Recherches féministes*, 28(2) : 1-8.

Caillouette, J., & Soussi, S. A., (2014). L'espace de recherche partenariale : le poids des identités d'acteurs, dans Fontan, Jean-marc, Klein, Juan-Louis, Bussièrès, Denis (dir.), *Le défi de l'innovation sociale partagée*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 35-53.

Côté, D., Simard, É., & Maurice, M.-P. (2013). Mésaventure ou mauvaises habitudes ? La disparition des femmes dans les discours locaux sur l'économie sociale au Québec. *Économie et solidarités*, 43(1-2) : 111-124.

Doré, C., Caillouette, J., Kremer, L., Vatz-Laaroussi, M., Canal, C. Y., & Avellaneda, N. (2015). Femmes, diversité et rapport sociaux de genre : les défis de la construction démocratique des territoires. Rapport d'étape présenté au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Sherbrooke, QC: Université de Sherbrooke.

Dorlin, E., (2012). L'Atlantique féministe. L'intersectionnalité en débat. *Papeles del CEIC. International journal on collective identity research*, 2, septembre.

Harper, É., & Kurtzman, L. (2014). Intersectionnalité: regards théoriques et usages en recherche et en intervention féministes. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2): 251-265.

Kremer, L. (2012). Cuando escuchar no es suficiente. Los diálogos como posibilidad. III Encuentro Latinoamericano de Metodología de las Ciencias Sociales (ELMeCS), Manizales (Colombia), 30-31 de agosto y 1 de septiembre.

Yuval-Davis, N., (2006). Intersectionality and Feminist Politics. *European Journal of Women's Studies*, 13(3) : 193-209.

Atelier n°2 Travailleurs et travailleuses sociales

Un « escalator de verre » dès la formation ? Représentations, discours et pratiques autour des étudiants hommes assistants de service social

OLIVIER Alice, doctorante sociologie, Sciences Po / Ined, alice.olivier@sciencespo.fr

Résumé de la communication :

Gageant que les exceptions statistiques constituent un point d'observation stratégique sur les normes de genre (Mercklé 2005), je m'intéresse dans mon travail à la présence d'étudiants hommes dans la formation d'assistant.e de service social (ASS), à la suite de recherches s'étant plutôt concentrées sur les hommes professionnels (Zanferrari 2001; 2014). J'adopte une approche théorique en termes de socialisations (Darmon 2006) et de masculinités (Connell 2014) pour comprendre les facteurs qui expliquent ce type d'orientation et la façon dont ces étudiants se (re)définissent en tant qu' « hommes » au sein de leur filière d'études. Les travaux portant sur les hommes investis dans des activités professionnelles « féminines » soulignent largement l'existence d'un « escalator de verre » (Williams 1992 ; Buscatto et Fusulier 2013) : en raison de leur rareté et de la naturalisation de leurs compétences, ces hommes bénéficieraient d'un certain nombre d'avantages, et notamment d'une avancée en hiérarchie plus rapide que leurs homologues femmes. Dans le cas du travail social, les recherches montrent ainsi une nette surreprésentation des hommes dans les postes d'encadrement (Bayer 2013).

Peut-on observer ce mécanisme dès la période de formation ? C'est la question que je me propose d'aborder dans cette communication.

Je montrerai dans un premier temps que tous les étudiants hommes ASS font l'objet d'une grande curiosité et d'un certain nombre d'attentes lorsqu'ils arrivent en formation (notamment quant à l'amélioration des dynamiques de groupe et l'évolution de la reconnaissance de la profession).

Dans un second temps, j'argumenterai que les positions qu'ils occupent par la suite dans la filière sont en revanche hétérogènes : si nombre d'entre eux sont très bien intégrés et semblent bénéficier d'avantages liés au fait d'être des hommes (ils deviennent leaders de groupes étudiants, délégués de promotion, obtiennent plus facilement des stages que leurs condisciples femmes), d'autres, du fait de leur âge, de leurs origines sociales et ethniques ou encore de leur comportement jugé inadapté à la formation, sont à l'inverse marginalisés et n'empruntent donc pas (ou, tout au moins, pas encore) l' « escalator de verre ».

Pour développer ces analyses, je m'appuierai, d'une part, sur 200 heures d'observation menées dans deux centres de formation en travail social, d'autre part sur 60 entretiens semi-directifs réalisés auprès d'étudiantes et étudiants, formatrices et formateurs ainsi que tutrices et tuteurs de stage de la filière ASS.

Bayer, V. 2013 "Les cadres dans le travail social : le déni du genre", in C. Amistani, F. Guelamine and H. Mounir (eds) Chef de service dans le secteur social et médico-social – Enjeux, rôles et stratégies d'encadrement, Paris: Dunod.

Bessin, M. 2005 "Le travail social est-il féminin ?", in J. Ion (ed) Le travail social en débat(s), Paris: La Découverte.

Buscatto, M. et Fusulier, B. 2013 "Présentation. Les « masculinités » à l'épreuve des métiers 'féminins' ", Recherches sociologiques et anthropologiques 44(2).

Connell, R. W. 2014 Masculinités, enjeux sociaux de l'hégémonie, Paris: Editions Amsterdam.

Darmon, M. 2006 La Socialisation, Paris: Armand Colin.

DREES, 2014 Enquête annuelle sur les écoles de formation aux professions sociales.

Menesson, C. 2005 Être une femme dans le monde des hommes. Socialisation sportive et construction du genre, Paris: L'Harmattan.

Mercklé, P. 2005 "Une sociologie des irrégularités sociales est-elle possible ?", Idées, la revue des sciences économiques et sociales (142): 22-29.

Pascal, H. 2014 *Histoires du travail social en France, de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Rennes, Presses de l'EHESP.

Williams, C. L. 1992 "The glass escalator. Hidden advantages for men in the 'female' professions.", *Social problems* 39(3): 253-267.

Zanferrari, F. 2001 "Les hommes assistants sociaux : des hommes pas comme les autres ? Regard sur une minorité masculine", Thèse de doctorat en sociologie: Université de Nancy.

– 2014 "La version masculine du social féminin : dynamique de changement ou reproduction de l'ordre entre les genres ?", in S. Sinigaglia-Amadio (ed) *Enfance et genre : de la construction sociale des rapports de genre et ses conséquences*, Nancy: Editions Universitaires de Lorraine.

Féminisme et début de la professionnalisation du travail social

TOGNI Carola, professeure, Haute école de travail social et de la santé, EESP, Lausanne, Carola.togni@eesp.ch

Résumé de la communication :

Cette contribution vise à discuter du rôle des féministes dans le début du processus de professionnalisation du travail social à la fin du 19^{ème} siècle et début du 20^{ème} siècle. Il s'agit d'une période clé dans le développement de structures, métiers, pratiques et théories du travail social dans divers pays occidentaux. Il s'agira dans un premier temps de souligner le rôle joué par des féministes dans la professionnalisation du travail social, notamment dans la mise en place de formation, le développement de théories et de nouvelles pratiques. À l'aide de la littérature existante, nous présenterons quelques figures et parcours types de féministes qui ont marqué l'histoire du travail social. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons plutôt à l'action collective de féministes dans le domaine du travail social. À partir de l'étude du journal de l'Alliance des sociétés féminines suisses, nous analyserons les discours de ces féministes « bourgeoises » en faveur de la professionnalisation du travail social.

Par cette contribution nous aimerions proposer des pistes pour discuter des conséquences de la présence de certains courants du féminisme dans la genèse de la professionnalisation du travail social. Comment cette présence et ces discours féministes ont-ils affecté les représentations de la figure de l'assistante sociale ? Et le rôle attribué au travail social ? Quel impact sur les premières professionnelles du travail social ? Cette contribution s'appuie à la fois sur l'analyse de la littérature historique sur le travail social et sur une recherche portant sur la presse féministe de l'Alliance des sociétés féminines suisses.

L'usage des techniques de développement personnel par les professionnel.le.s du travail social

BACHMANN Laurence, docteure, Haute école de travail social, Genève et Institut des études genre, Université de Genève, laurence.bachmann@hesge.ch

RODARI Sophie, professeure, Haute école de travail social, Genève, sophie.rodari@hesge.ch

Résumé de la communication :

Le travail social est très imprégné par les techniques de développement personnel, que ce soit à travers le case-work, l'approche systémique, l'approche centrée solution (ACS) ou encore l'approche centrée sur la personne (ACP). L'empathie, placée au centre de ces techniques, fait en outre partie des savoirs professionnels reconnus. Notre contribution porte sur l'usage de ces techniques par les assistantes et assistants sociaux dans des situations de surendettement. Nombre de sociologues ont souligné les effets néfastes de ces techniques sur les individus, techniques appréhendées comme apolitiques et contribuant à la « psychologisation des problématiques sociales ». Plus rares sont les sociologues qui ont souligné les transformations que ces techniques sont parfois susceptibles de produire sur les rapports sociaux, de genre et de classe en particulier (Illouz, 2008 ; Wright, 2010 ; Bachmann, à

paraître). Soucieuses de prendre au sérieux l'engouement pour ces techniques relationnelles dans le travail social, notre démarche vise d'une part à analyser le sens que les professionnel.le.s accordent à ces techniques, leurs usages, gratifications, efficacité ou limites. D'autre part, nous cherchons à saisir la transformation ou la reproduction des rapports sociaux que ces techniques sous-tendent. Nous appliquons ainsi une double grille d'analyse de ces techniques, en les appréhendant en tant que techniques de subjectivation et techniques de pouvoir (Bachmann et Rodari, 2014).

Notre présentation s'inscrit dans le cadre d'une recherche en cours sur l'impact du rapport à l'argent des assistantes et assistants sociaux (AS) dans des prises en charges de personnes (sur)endettées. Elle s'appuie sur une enquête qualitative portant sur le rôle des AS dans 6 services sociaux privés et publics du canton de Genève. Nous avons effectué 14 entretiens semi-directifs compréhensifs avec les professionnel.le.s (13 femmes et 1 homme) en fonction dans les services partenaires de la recherche ; des observations in situ des colloques où les AS attribuent les situations et examinent leurs modalités d'intervention ; et enfin des analyses de dossiers de l'année écoulée qui ont nécessité une intervention professionnelle comportant une gestion financière. Dans le but d'affiner nos réflexions sur l'usage des techniques de développement personnel dans le travail social, nous avons effectué une observation participante dans une formation sur l'approche centrée solution (ACS) destinée aux professionnel.le.s du travail social, ainsi que des entretiens avec les animateurs/trices de la formation. Nous développerons la manière dont les AS mobilisent ces techniques pour tenter de donner de l'agentivité aux usager.e.s et pour consolider le lien avec ces personnes souvent intimidées par les questions administratives relatives à leur situation de surendettement. Nous mettrons aussi en exergue les différentes gratifications que procurent ces techniques. Nous développerons ensuite les diverses manières dont ces techniques améliorent les conditions de travail des AS, notamment en permettant de travailler les rapports de force dans leurs relations avec les usager.e.s. Nous soulignerons enfin les limites de ces techniques, en nous interrogeons notamment sur la manière dont les rapports sociaux sont pris en compte.

Bachmann, Laurence, Sophie Rodari (2014). « La double grille d'analyse du travail social ». Pensée plurielle. Parole, pratiques et réflexions du social, 2, 121-132.

Bachmann, Laurence. Des hommes appréciables. Transformation du genre à l'ère du développement personnel (à paraître).

Illouz, Eva (2008). Saving The Modern Soul. Therapy, Emotions, and the Culture of Self-Help. Berkeley : University of California Press.

Wright, Kathy (2010). The Rise of the Therapeutic Society : Psychological Knowledge & the Contradictions of Cultural Change. Washington, D.C. : New Academia Publishing.

L'éducateur est-il une éducatrice comme les autres ?

MURCIER Nicolas, responsable de projet, EFPP, n.murcier@efpp.fr

Résumé de la communication :

Malgré les transformations s'étant produites dans la société française depuis les années 1970, les inégalités se maintiennent durablement dans la répartition des tâches de care en direction des jeunes enfants entre femmes et hommes. L'accès des hommes aux professions et aux établissements d'accueil de la petite enfance demeure marginal et complexe. La communication envisage d'aborder les places et rôles tant masculins que féminins auprès des jeunes enfants et les résistances à l'introduction d'hommes au sein des établissements d'accueil pour enfants de moins de six ans. Il s'agit d'appréhender comment les hommes produisent leur identité professionnelle et comment ils subjectivent leurs rôles. Comment les hommes rencontrés concilient-ils leurs aspirations et les injonctions sociétales concernant la division sexuelle des tâches et des rôles qui demeure prégnante ? Quel rapport au métier d'éducateur de jeunes enfants ont développé les hommes rencontrés ? Le fait d'exercer un métier atypique impacte-t-il l'organisation et la réalisation des tâches domestiques et parentales ?

Méthodologie de la recherche : Notre attention se porte sur des hommes, pères et professionnels de la petite enfance, exerçant un métier atypique auprès de jeunes enfants au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant. Nous avons retenu des hommes éducateurs de jeunes enfants et pères d'au moins un enfant de moins de trois ans. Nous avons aussi rencontré des hommes qui ont effectué la formation d'éducateur de jeunes enfants, ont exercé en tant que tel puis ont pris un poste d'encadrement (directeur d'établissement, formateur, responsable de formation, etc.) et des femmes, éducatrices de jeunes enfants dont le conjoint ne travaille pas dans le champ de la petite enfance. L'échantillon est composé de vingt-deux couples hétérosexuels, ayant au moins un jeune enfant. Pour dix-sept couples, l'homme est, ou a été, éducateur de jeunes enfants ; pour les cinq derniers, la femme est éducatrice de jeunes enfants et son conjoint occupe un emploi hors du champ de la petite enfance. Ces vingt-deux couples sont bi-actifs (ou l'étaient avant de choisir le congé parental d'éducation comme solution pour la garde de leur jeune enfant), citadins, domiciliés sur Paris ou au sein de la petite couronne francilienne. Nous avons effectué des entretiens semi-directifs approfondis de chaque membre du couple en l'absence de l'autre, posant les mêmes types de question. L'objectif de ces entretiens est double : Premièrement appréhender le processus conduisant des hommes – qui demeurent certes marginaux – à choisir et investir un champ professionnel assigné socialement et culturellement aux femmes. Deuxièmement appréhender les incidences éventuelles sur la vie privée de l'inversion du genre dans la sphère professionnelle : Quel est l'investissement des pères et des mères dans les soins et l'éducation des jeunes enfants, dans les tâches domestiques, dans les relations avec le mode d'accueil ? Le questionnement porte notamment sur l'organisation de la vie familiale, la conciliation des différents temps sociaux, sur les modalités et les facteurs ayant présidés au choix du mode d'accueil. Il s'agit d'appréhender si le fait d'occuper, pour les hommes, un emploi atypique entraîne une redéfinition des places et des rôles de chaque membre du couple, une division différente du travail domestique et familial. Pour ce deuxième axe de travail, nous avons complété les entretiens par l'analyse d'un semainier type rempli préalablement par chaque conjoint. Cette technique de recueil de données s'inspire très largement de l'enquête Emploi du temps menée chaque année par l'INSEE.

Atelier n°3 Publics et interventions sociales

« Rééduquer » des délinquantes à la « féminité » ? Analyse des assignations genrées réciproques entre professionnel.le.s et jeunes filles accueillies en centre éducatif fermé

DUHAMEL Cindy, psychologue à la PJJ, doctorante en psychologie, université de Rouen (laboratoire PSY-NCA), cindyduhamel@hotmail.com

LEMERCIER Elise, maîtresse de conférence en sociologie, Université de Rouen (laboratoire Dysola), elise.lmercier@univ-rouen.fr

Résumé de la communication :

Le sens commun associe généralement la délinquance féminine à un refus de la féminité et la réception des travaux de Stéphanie Rubi a parfois alimenté cette figure de la « délinquante masculine ». Les professionnels rencontrés n'ignorent pas cette figure et en l'absence d'autres ressources à leur disposition, ils s'en inspirent parfois pour construire des projets pédagogiques de « rééducation à la féminité ». Bien que les jeunes filles accueillies expriment fréquemment une aversion pour un certain type de féminité, elles se revendiquent comme étant de "vraies" filles.

Dans cette communication, nous interrogerons ce qu'il en est du projet de « rééducation » dans le centre éducatif fermé où nous avons réalisé notre enquête. Alors qu'il était central au moment de l'ouverture, les professionnels ont progressivement pris leur distance vis-à-vis de cette figure, tout en continuant à intervenir pour produire les « bons » comportements de genre par ces filles : vêtements construits comme « décents », activités cuisine et couture, relations conjugales « égalitaires » etc.

Nous montrerons la diversité des assignations genrées qui s'adressent aujourd'hui aux filles, avec le développement d'une rhétorique professionnelle sur « l'émancipation » des jeunes filles. Nous étudierons ainsi ce que ces assignations produisent sur elles, et, en retour, sur les pratiques professionnelles, en terme notamment de division sexuée des tâches. Comment comprendre leurs passages à l'acte, et leurs manifestations bruyantes dans le cadre de la prise en charge ? Enfin, le langage et les attitudes des filles seront analysés pour envisager les processus psychiques en jeu, ainsi que les effets des pratiques éducatives sur leur construction sexuée dans la relation avec les figures éducatives genrées.

Cette communication se fonde sur une enquête réalisée entre 2014 et 2015 en centre éducatif fermé, sous la forme d'entretiens, alternativement sociologique puis psychologique, avec des jeunes filles, complétés par des observations et des entretiens avec des professionnels. Notons que ces entretiens ont été réalisés dans le cadre d'une recherche financée par la Mission Droit et Justice intitulée « Analyse de la délinquance des filles mineures et de leur prise en charge », portée par le CESDIP et co-dirigée par Cindy Duhamel, Dominique Duprez et Elise Lemercier.

Les pratiques du témoignage public par des communautés sexuelles : évolution et défis d'une stratégie d'intervention féministe renouvelée

MENSAH NENGEH Maria, professeure titulaire, UQAM, mensah.nengeh@uqam.ca

Résumé de la communication :

On assiste aujourd'hui à une prolifération jamais vue de récits personnels dans l'espace public portant sur la sexualité et l'inclusion sociale. Ces témoignages sont livrés dans un média d'information, un objet d'art ou une plateforme socionumérique. Diversité sexuelle, séropositivité au VIH, travail du sexe et transidentités sont autant de «voix communautaires» qui articulent non seulement des situations et des identités singulières, mais aussi une volonté d'action sociale. Les personnes-témoins exposent l'opprobre et la non-reconnaissance qu'elles vivent par rapport à leur marginalité sexuelle de la part des institutions médicale, juridique et culturelle. Elles veulent être entendues, reconnues et incluses dans la société. Sur le plan épistémologique, la prise de parole dans l'espace public met en lumière la richesse des savoirs situés qui décentrent la construction traditionnelle des connaissances dites légitimes. Les théoriciennes et intervenantes de la 2^e vague féministe ont, dès les années 1970, mis de l'avant la prise de parole des femmes comme stratégie d'émancipation et de leur inscription dans le discours social. S'appuyant sur le slogan «le personnel est politique», la prise de parole a permis de reconstruire la mémoire des femmes et de leur redonner du pouvoir. Sur le plan praxéologique, le témoignage est au cœur des groupes de thérapie féministe radicale, créés il y a 40 ans aux États-Unis, puis au Québec sous le vocable d'intervention féministe. S'inscrivant en marge du milieu thérapeutique traditionnel, l'intervention visant une prise de conscience féministe préconisait l'utilisation politique du témoignage de l'expérience des violences sexuelles. Les femmes partageant leurs vécus ont pris conscience des racines sociales de leurs difficultés. Du coup, elles ont participé à la création d'une communauté d'écoute qui a validé leur existence et confirmé une redéfinition du problème. Ainsi, elles n'étaient plus considérées folles, névrosées, masochistes ou passives, mais plutôt victimes de leur socialisation et de celle des hommes et des garçons. Selon une perspective féministe du témoignage donc, la prise de parole et le partage d'un vécu individuel peuvent avoir des résonances à un niveau collectif et participer à l'expansion d'un discours sur la justice sociale.

L'objectif de la présente communication sera de présenter les résultats d'un partenariat de recherche nommé Cultures du témoignage qui a réuni des acteurs concernés par la stigmatisation et la discrimination des communautés sexuelles entre 2010 et 2014. Les chercheur.e.s proviennent des milieux académique et associatif, ce dernier étant composé de six organisations québécoises utilisant le témoignage comme stratégie d'intervention. Fortes de cette expérience de recherche partenariale, nous décrirons l'évolution des pratiques du témoignage des personnes minorisées en raison de leur sexualité ou de leur genre, en lien avec les perspectives d'intervention féministes qui y concourent. Nous discuterons des défis qui émergent pour quatre acteurs clés, soit: les personnes témoins qui produisent un récit sur leur vie intime; ceux et celles qui sollicitent et diffusent les témoignages; les publics qui les écoutent; et l'environnement social dans lequel prennent effet tant la production que la réception des témoignages. En conclusion, les apports épistémologiques et praxéologiques de ces nouvelles cultures du témoignage seront évoqués.

Analyse du discours sur l'«hypersexualisation » en travail social au Québec : quels enjeux pour l'intervention sociale dans une perspective de genre?

LAROSE Véronique, doctorante en travail social, UQAM, ylarose@gmail.com

Résumé de la communication :

Le discours sur la sexualisation, tel qu'il se présente aujourd'hui, est déployé en Occident depuis les années 1980. Au Québec, c'est au tournant des années 2000 que l'hypersexualisation émerge comme une préoccupation sociale (Dans le contexte québécois et francophone le préfixe *hyper* est fréquemment utilisé pour référer à un excès de *sexualisation* chez les jeunes ou dans la culture). Elle est associée à l'adoption, chez les jeunes, de pratiques corporelles et sexuelles jugées problématiques, qui résulteraient de l'influence de la culture médiatique et commerciale sur ces derniers.

Depuis 2005, des pratiques d'intervention sociale en lien avec ce thème sont mises en place au Québec. Or, à l'échelle locale et transnationale, des critiques importantes sont adressées au discours sur l'hypersexualisation. Si ce dernier a émergé à la suite de préoccupations féministes, des chercheurs-es et militants-es soulignent les limites de ce discours dans la perspective d'une transformation sociale des rapports sociaux de genre. Ce discours participe-t-il à la reproduction des normes de genre ou à leur transformation? Certains-es soulignent aussi les limites de ce discours pour reconnaître l'agentivité des jeunes en matière de sexualité. Quels enjeux soulève le discours sur l'hypersexualisation dans la perspective d'une « prise en compte » (La figure de la « prise en compte » est définie par Saül Karsz, 2011) des jeunes en intervention sociale?

Suivant ces réflexions, dans le cadre de ma maîtrise en travail social et en études féministes (mémoire déposé en juin 2015), j'ai entamé une réflexion critique à propos du discours d'intervention sur l'hypersexualisation. Cette recherche visait l'élaboration d'un inventaire empirique des pratiques d'intervention québécoises à ce sujet, de même que le développement d'une analyse du discours et d'une réflexion théorique féministe. Ce travail a permis de dégager des enjeux que soulève ce discours pour l'intervention sociale.

En lien avec l'axe 1 du colloque, cette communication a pour objectif de présenter les résultats de cette analyse en ciblant trois constats et leurs implications pour la transformation des pratiques professionnelles en travail social. Les enjeux seront discutés dans une perspective de transformation des rapports sociaux de genre et en faveur d'une prise en compte des jeunes dans l'élaboration des pratiques d'intervention les concernant. D'un point de vue théorique, le rôle (re)productif du discours d'intervention sur l'hypersexualisation en ce qui concerne les normes de genre sera discuté. La présentation abordera aussi le « discours de protection » qui se dégage du corpus analysé, et en quoi celui-ci semble mener à l'exclusion des jeunes dans la définition du problème de l'hypersexualisation et de ses solutions. Il s'agira également de mettre en lumière pourquoi l'analyse réalisée invite à étudier, plus globalement, les enjeux de reconnaissance qui découlent de l'invisibilité, dans le corpus étudié, des jeunes dont les pratiques sexuelles et l'identité de genre ne correspondent pas aux normes dominantes, comme les jeunes s'identifiant comme lesbiennes, gais-es, bisexuels-les, transgenres, transsexuels-les, queer et intersexes. Comment penser le sujet sexuel jeune en travail social en des termes qui soient inclusifs de la diversité sexuelle et de genre? Quelles perspectives seraient favorables à une prise en compte des jeunes dans le champ de l'intervention et de la recherche à ce sujet ?

RÉSUMÉS DES CONFÉRENCES

Jeudi 19 mai

Genre et intervention sociale, des pratiques et des savoirs éminemment politiques

Conférencières :

Véronique BAYER, Responsable de formation à l'ETSUP (Paris) et doctorante à l'IRIS EHESS, veronique.bayer@etsup.com

Zoé ROLLIN, Professeure agrégée de Sciences Sociales, IUT de Bobigny, IRIS, zoe.rollin@univ-paris13.fr

Le travail social au prisme du genre est, aujourd'hui, marqué par un profond paradoxe. Les travaux scientifiques mettent en évidence le concours évident du travail social dans la reproduction des normes et des stéréotypes genrés. Et pourtant, les pratiques d'action sociale semblent encore frileuses au changement en la matière.

Pour nous, enseignantes/formatrices et chercheuses, l'articulation entre production et transfert des savoirs est d'une importance cruciale : elle est la condition même du changement social.

Comment, dès lors, promouvoir la construction de pratiques d'intervention sociale articulées aux enjeux de genre qui la traversent ?

Deux éléments nous semblent ici centraux. Premièrement, sur le plan conceptuel, envisager le travail social comme un ensemble de pratiques de *care*, c'est-à-dire marqué par l'ambivalence des rapports de soin et dans une perspective matérialiste, paraît un vecteur de compréhension des questions de genre qui l'irradient. Deuxièmement, sur le plan méthodologique et éthique, la transformation des pratiques pose la question du transfert des connaissances qui, par les recherches partenariales et de recherche-action, peut se voir renouvelée.

Quelle autonomie pour les femmes dans les dispositifs de travail social ?

Conférencière : Coline CARDI, Maîtresse de conférences, Université Paris 8, Cresppa-CSU, cardi.coline@gmail.com

L'autonomie des usagères et usagers, qu'elle soit visée ou postulée, est devenue le maître mot des dispositifs d'intervention sociale. Il ne s'agit plus d'« assister » ou de « surveiller » les personnes prises en charge, mais de reconnaître leurs « compétences » afin de leur permettre d'accéder à l'autonomie. Comment se décline cette autonomie dans les institutions qui accueillent des femmes ?

En prenant appui sur des enquêtes documentaires et ethnographiques réalisées dans des dispositifs anciens et plus récents d'aide à la parentalité, on montrera comment cette notion nouvelle a permis, d'un point de vue historique, une transformation des représentations de genre qui sous-tendaient jusque-là le travail social. Mais il conviendra également de mesurer les limites de ces transformations, en tant qu'elles sont porteuses d'injonctions contradictoires et toujours plus nombreuses à l'égard des femmes, leur autonomie étant toujours adossée à celle de leur enfant.

La famille « dégenrée » : l'impossible défi du travail social ?

Conférencière : Marianne MODAK, Professeure HES honoraire, Haute école de Travail social et de la Santé | EESP | Lausanne, marianne.modak@eesp.ch

La famille pose actuellement au travail social et à la recherche notamment la question de sa définition, c'est-à-dire de sa normativité. Les multiples styles de vie et modes d'organisation aspirant de nos jours à être reconnus comme « familiaux » sont en effet l'objet d'enjeux politiques et théoriques, à la fois pour les politiques sociales, pour le travail social – qu'est-ce qu'une « bonne » famille, une famille fonctionnelle ? – et pour la recherche féministe, intéressée pour sa part à savoir ce qu'est une famille « juste » du point de vue du genre. Ainsi, entre les visées du travail social – aider et contrôler, actuellement à travers l'autonomie économique et l'activation des individus – et celles de la recherche féministe dont l'objectif est l'émancipation des femmes et la déconstruction du système de genre, les incompréhensions et les conflits de normativité sont nombreux. Non pas que le travail social soit aveugle aux visées de l'égalité des sexes, bien au contraire. Mais l'analyse des processus concourant à la reproduction des rapports sociaux de sexe dans le travail social, analyse reposant sur différentes recherches conduites en Suisse romande et que je développerai dans le cadre de ma conférence, montre que l'instauration de l'égalité est un processus d'autant plus complexe que certains objets ou domaines de l'action sociale – typiquement la famille et la parentalité – semblent résister à toute transformation. En raison de ces résistances, la famille reste, dans les termes de Suzanne Moller Okin, le pivot du genre, les interventions institutionnelles à son propos conduisant souvent à « renaturaliser » ce que les individus tentent péniblement de « dénaturaliser » dans la construction de leur vie privée.

La recherche partenariale sous le prisme de la co-construction des connaissances : le défi de l'heure

Conférencières :

Lyne KURTZMAN, responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes, Service aux collectivités, Université du Québec à Montréal, kurtzman.lyne@uqam.ca

Lise GERVAIS, coordonnatrice de Relais-femmes et membre du Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes, lgervais@relais-femmes.qc.ca

Le contexte de la société et de l'économie du savoir presse les sciences sociales à se faire mieux connaître et à multiplier leurs retombées dans les différents secteurs de la société. Avec les années 2000, un discours sur le rapprochement université-société se fait jour, et on assiste à une institutionnalisation de pratiques partenariales qui existaient depuis quelques décennies, mais qui relevaient surtout d'initiatives d'individus-es isolés.

Cette présentation a pour objet une pratique partenariale institutionnalisée qui a joué un rôle précurseur à ce titre. Elle a pour cadre le Service aux collectivités (SAC) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), en particulier son Protocole d'entente avec l'organisme Relais-femmes dont la finalité est d'articuler, à l'intérieur d'activités conjointes, et à partir de problèmes vécus sur le terrain, les préoccupations d'universitaires en recherches féministes avec celles d'actrices terrain du champ de l'intervention et de l'action collective.

Nous poserons d'abord les assises paritaires du modèle institutionnel sur lequel s'appuie notre approche de co-construction ou coproduction des connaissances. Puis, à l'aide de clés épistémiques et d'exemples de projets, nous examinerons les éléments essentiels d'une telle démarche et en dégagerons des impacts en termes d'enrichissement ou de renouvellement des connaissances et des pratiques d'intervention liées aux rapports de sexes ou de genre. Enfin, nous discuterons des défis que représente cette autre manière de faire de la recherche pour les chercheurs-es et les universités d'une part, et les intervenants-es et les milieux associatifs d'autre part.

Care, genre et intervention sociale. L'exemple de l'animation socioculturelle

Conférencier : Yves RAIBAUD, Maître de Conférences, UMR 5185 ADES-CNRS, Bordeaux, y.raibaud@orange.fr

Cette communication interroge l'animation socioculturelle à partir des notions de care et de genre. Deux questions sont posées au préalable. Premièrement qui sont les animatrices et les animateurs aujourd'hui, des femmes ou des hommes ? Font-elles et font-ils les mêmes métiers ? Sont-elles et sont-ils neutres dans leurs pratiques professionnelles, dans les activités qu'elles et ils proposent au public de l'animation ? Deuxièmement qui sont les « publics » de l'animation, des filles ou des garçons ? Comment peut-on analyser le décrochage des filles des équipements socioculturels et sportifs des quartiers à partir de l'entrée au collège ? Les principales propositions de l'animation pour les adolescents des quartiers ne sont-elles pas pensées en direction du public qui pose problème, c'est-à-dire les jeunes garçons en rupture scolaire et professionnelle ?

La première partie de la conférence, fondée sur des travaux de recherche sur la formation aux métiers de l'animation, montre que la neutralité du langage professionnel masque les inégalités entre les sexes et pose l'hypothèse d'une matrice masculine et patriarcale à l'œuvre dans les processus de professionnalisation. La deuxième partie, se référant à des travaux de géographie de la ville et du genre, interroge une ville « faite par et pour les hommes » dans laquelle l'intervention sociale se confond souvent avec des cultures urbaines masculines et hétéronormatives, en centre-ville comme dans des périphéries désignées hâtivement comme « ethniques ». Interrogée sous l'angle du care et du genre, l'intervention sociale en ville fait apparaître les faux nez de la ville durable et montre l'intérêt de l'épistémologie féministe (et notamment de l'écoféminisme) pour reconsidérer la place des professionnel·le·s et des dispositifs qui les encadrent face aux nouveaux enjeux écologiques et aux idéologies qui les accompagnent.

Vendredi 20 mai

Action sociale et féminisme : Cécile Brunschvicg (1877-1946), une des fondatrices de l'ETSUP

Conférencière : Cécile FORMAGLIO, Docteure en histoire, conservatrice des bibliothèques au CNAM, formaglio.cecile@orange.fr

Parmi les cinq fondatrices en 1917 de l'association et de l'école des surintendantes d'usines qui deviendra l'École supérieure de travail social en 1990, Cécile Brunschvicg est la seule issue du mouvement féministe réformiste. Elle préside aux destinées de l'association jusqu'à son décès, en tant que vice-présidente du conseil d'administration et s'implique aussi bien dans la gestion financière, les aspects pédagogiques que dans le développement de la profession d'assistante sociale. Secrétaire générale de l'Union française pour le suffrage des femmes dont elle prend la présidence en 1924, présidente de la section Travail du Conseil national des femmes françaises, Cécile Brunschvicg, venue au féminisme par l'action philanthropique et partie prenante du mouvement réformateur, inscrit d'emblée son action dans le secteur du travail social comme un prolongement de son engagement féministe, marqué aussi du sceau de la laïcité et du solidarisme. Cette intervention s'attachera à montrer les racines communes à ces deux engagements, à étudier le rôle joué par Cécile Brunschvicg dans le développement du travail social et les liens constants que cette dernière a développé avec son activité féministe et politique, jusqu'au ministère de l'Éducation nationale où appelée au gouvernement de Léon Blum en juin 1936, elle s'est rêvée en "surintendante du ministère de l'Éducation nationale".